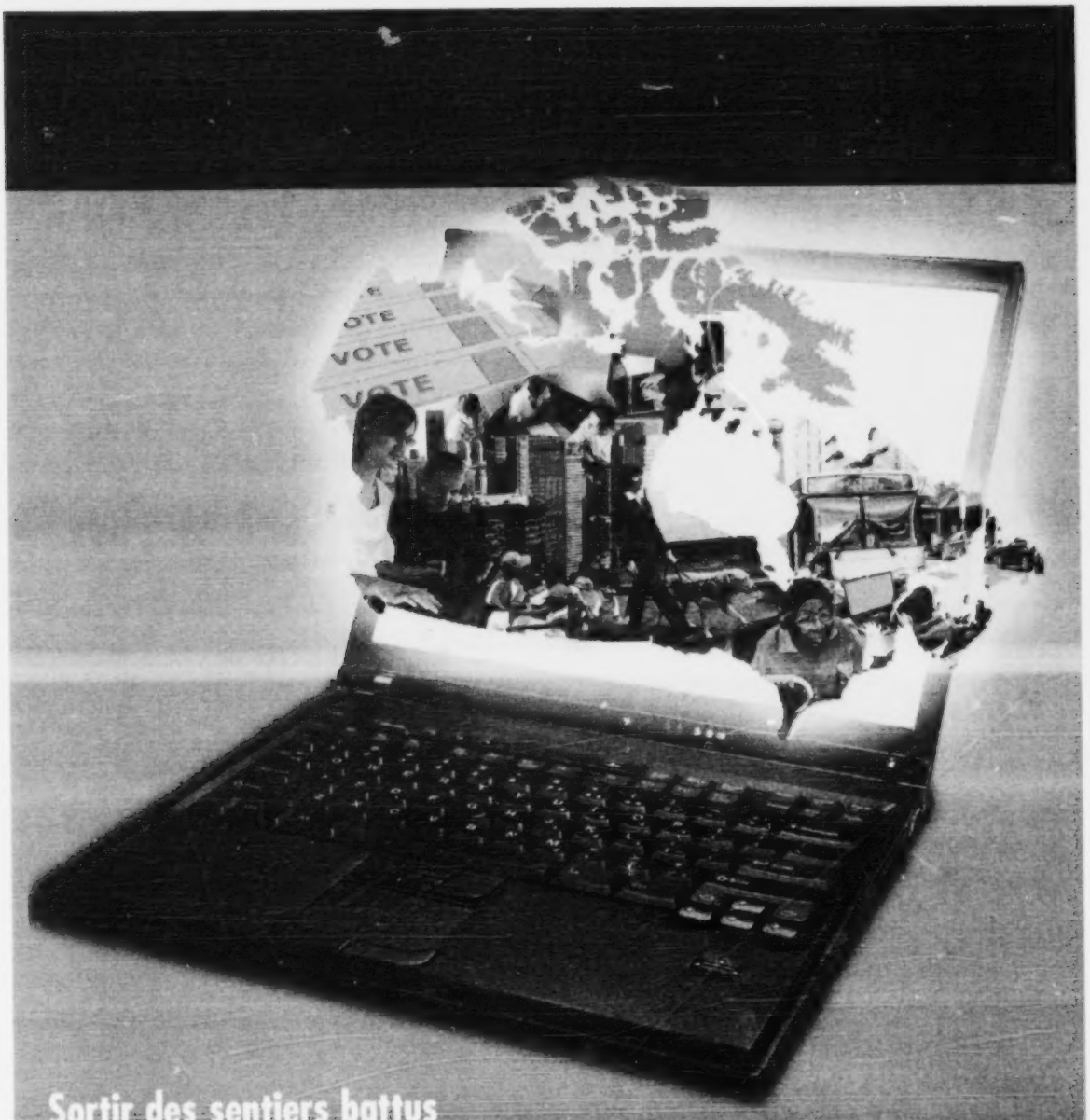
PERCEPTION

VOLUME 29, NOs. 1 & 2 Automne 2007

CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL



Sortir des sentiers battus pour renforcer le développement social

PERCEPTION

Volume 29, No. 1 & 2, Automne 2007

Perception est publié par le Conseil canadien de développement social, un organisme bénévole indépendant.

Conseil d'administration du CCDS :

Provinces de l'Atlantique
Patrick Flanagan (Président sortant)
Gregory Kealey
Stella Lord

Québec
Nicole Boily
Daniel Lamoureux
Lionel Robert

Ontario
Andrew Jackson
Sherrie Tingley

Prairies & T-N-O
Wayne Helgason (Président)
Nayda Veeman

Colombie-Britannique & Yukon
Jane Pulkingham
Brian Wharf

Maurice Lauzière, président

Équipe de rédaction et de production :
Gail Dugas and Nancy Colborne Perkins

Les opinions présentées dans les articles de *Perception* sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du CCDS.

Pour tout changement d'adresse ou autre renseignement, écrire à :
Perception
Conseil canadien de développement social
190, rue O'Connor, Bureau100,
Ottawa (ON) K2P 2R3.
Tél. : (613) 236-8977 Fax : (613) 236-2750
courriel : publications@ccsd.ca
Internet : www.ccsd.ca

N° de convention 40012390 de la Poste-publication
Tous droits réservés. ISSN 0704-5263

Ce numéro de *Perception* et les antérieurs sont disponibles sur microfilm ou microfiche.
Contacter : Micromedia Limited, 20 Victoria St.
Toronto (ON) M5C 2N8
1-800-387-2689.

Table des matières

Éditorial
par Marcel Lauzière 3

Lettres au rédacteur en chef
...au sujet du Transfert social canadien 5

Les membres du CCDS parlent du développement social dans leur collectivité :

- Un bel endroit à visiter, mais pas pour y vivre dans la pauvreté, *par Katherine Reed* 7
- Il n'y a pas de remède rapide, *par Aggie Brockman* 10
- Quel avenir créons-nous maintenant? *par Diana Smith* 12

Développement social à l'œuvre :

- Les infirmières de la rue aux premières lignes du développement social: Une entrevue avec Cathy Crowe 14
- Les petites villes comptent, *par Terry Kading et Christopher Walmsley* 17
- Utiliser le Web pour promouvoir le changement social, *par Jason Mogus* 18
- Le Principe de Jordan 22
- Un champion du développement social : Agnes Benidickson 23
- Contester le statu quo 24

Candidatures au Prix Weiler 25

Résultats de la recherche :

- Alphabétisation en milieu de travail 26
- Données sur la pauvreté 28
- Bâtir un Canada plus sûr 29
- L'histoire de l'avenir en Amérique du Nord 30

Chris Tompkins est un concepteur graphique pigiste, diplômé du programme *Creative Graphics* du New Brunswick College of Craft and Design, et travaille au programme sur la presse écrite au Collège Algonquin. Vous pouvez consulter son portefeuille à www.chris-tdesigns.ca, et communiquer avec lui à christompkins@chris-tdesigns.ca.

Éditorial :

De nouvelles façons de travailler ensemble

Par Marcel Lauzière

Notre économie est peut-être prospère, mais le Canada fait face à des défis sociaux de taille.

Depuis le début de la décennie, une économie forte a provoqué la prospérité et des gains sociaux importants au Canada. D'un point de vue strictement économique, nous réussissons plutôt bien. Mais un grand nombre d'individus et de familles partout au pays n'ont pas profité de cette prospérité et des défis sociaux de taille persistent.

Le temps est venu de prendre du recul et de faire le point.

Comme plus de 330 000 Canadiens et Canadiennes travaillant dans le secteur social à but non lucratif le savent trop bien – de même que des milliers de plus qui oeuvrent pour le progrès social à tous les paliers de gouvernement – il n'y a pas de réponses simples ni de solutions rapides. Ils savent aussi que pour atteindre de réels progrès dans notre façon d'aborder les défis sociaux au Canada, il faudra des investissements durables et des stratégies intégrées. Car même s'ils travaillent très fort, le présent modèle a des limites.

Nous devons créer de nouvelles et de meilleures façons de travailler ensemble.

La proposition du CCDS

Le but du CCDS est de jouer un rôle de leadership plus fort dans son appui à ces nouvelles façons de travailler.

Quatre questions fondamentales guideront notre travail :

- *Où en sommes-nous?* Nous devons développer une image plus claire de la situation présente en mesurant et en suivant de manière constante nos conditions sociales afin de déterminer les progrès et si les approches et les investissements créent les résultats voulus.
- *Pourquoi en sommes-nous rendus là?* Ici il s'agit de mieux comprendre pourquoi nous faisons face à ces défis spécifiques au Canada.
- *Quelle importance est-ce que ça peut avoir?* Nous devons accroître les connaissances et la conscientisation à l'égard des conséquences et des répercussions de ces défis par rapport à notre économie, à notre santé et à notre qualité de vie.
- *Et maintenant quoi?* Il faut trouver des moyens efficaces pour favoriser le partage des connaissances, les pratiques exemplaires et les innovations et il faut renforcer la collaboration entre les secteurs et au sein des secteurs afin d'élaborer des approches, des politiques et des programmes plus efficaces.

Une approche à deux piliers

Afin d'aborder les enjeux identifiés ci-dessus et de miser sur les quatre grandes questions qui agissent comme catalyseurs, le CCDS élabore une approche qui se fonde sur deux piliers stratégiques qui se renforcent mutuellement : *le Rapport social* et *le Forum canadien sur le développement social*.

Le Rapport social, qui sera publié à l'automne 2008, mesurera les conditions sociales afin de déterminer les taux de progrès et les questions de politiques névralgiques, et de favoriser le partage des renseignements et des connaissances provenant de partout au pays.

La première partie du rapport social, et la plus importante, contiendra des rapports sur chaque province et territoire élaborés par des organisations travaillant sur le terrain dans ces régions. La deuxième partie du rapport offrira un aperçu de la manière dont le Canada comme pays se classe par rapport à ses conditions sociales. Cela permettra de mesurer et de suivre les résultats au fil du temps et de faire également des comparaisons avec les pays de l'OCDE.

Des rapports bisannuels successifs continueront d'offrir un aperçu du développement social au Canada et chacun d'entre eux se concentrera sur des thèmes importants pour les praticiens.

Le ***Forum canadien sur le développement social*** sera lancé au printemps 2009 et se déroulera dans différentes parties du pays tous les deux ans. Les renseignements, données et analyses qui découleront du Rapport social fourniront le contexte et les données à l'appui des discussions et des débats du Forum. Le CCDS compte plusieurs décennies d'expérience dans la stimulation de débats constructifs et non partisans. Dans le cadre du Forum, nous rassemblerons les intervenants d'une grande variété de secteurs du développement social et nous chercherons ainsi à « étendre le cercle » pour accroître les perspectives.

Le partage des innovations et des pratiques exemplaires

Bien qu'un des objectifs importants du Forum consiste à faciliter le partage de nouvelles connaissances, de nouveaux points de vue et des nouveaux résultats de recherches, un autre des principaux objectifs du Forum consiste à favoriser le partage des pratiques exemplaires et des innovations. Nous le ferons concrètement par le biais d'ateliers et de séances de travail pour que les participants et participantes puissent apprendre ce qui fonctionne – et ce qui ne fonctionne pas – dans différentes parties du pays.

Si, par exemple, une initiative ou un programme spécifique fonctionne bien au Nouveau- Brunswick ou au Québec, pourquoi ne pas trouver des façons de partager cette expérience avec des collectivités qui font face aux mêmes défis au Manitoba ou en Colombie-Britannique? Ou, si Terre-Neuve ou l'Alberta explore une orientation de politique prometteuse, pourquoi ne pas partager ces leçons apprises avec des groupes oeuvrant en Ontario ou en Nouvelle-Écosse?

Au Canada, la décentralisation des pouvoirs de notre système fédéral crée de véritables défis que d'autres pays unitaires tels que le Royaume-Uni ou la Nouvelle-Zélande n'ont pas à surmonter. Il s'ensuit que les Canadiens et Canadiennes sont parfois préoccupés par le manque d'approches cohérentes aux questions sociales, par les programmes et les services disparates offerts, et par l'éventualité d'un manque d'équité entre les différentes régions.

Même si le système fédéral canadien crée certains de ces défis, il offre également des avantages intéressants. Il y a une grande diversité d'expérience sur le terrain dans les différentes régions du pays et nos multiples juridictions de laquelle nous pouvons apprendre et que nous pouvons partager. Nous pouvons faire beaucoup mieux à cet égard.

Les nouvelles technologies

Le CCDS tirera avantage des technologies naissantes et des nouvelles tendances en réseautage social pour maintenir le dialogue et la collaboration lorsque le Forum lui-même sera terminé afin de soutenir le momentum.

De nouveaux outils et de nouvelles applications Web apparaissent chaque mois. Des réseaux sociaux tels que *Facebook* aux applications de source ouverte telles que Wikipédia et les services bancaires en direct encodés, la façon dont les Canadiens et Canadiennes utilisent le Web change – et nous l'utilisons plus souvent. Comment pouvons-nous utiliser ces nouveaux outils Web participatifs pour appuyer la collaboration, la coopération, le partage des connaissances et l'engagement accrus en direct? Pouvons-nous utiliser les réseaux sociaux pour le changement social? Ce sont des questions sur lesquelles nous devrons nous pencher.

Les résultats escomptés

Il serait naïf de penser que le Rapport et le Forum produiront à eux seuls les solutions et les réponses à nos grands enjeux sociaux. Comme nous l'avons souligné plus tôt, il n'y a pas de solutions faciles ou de réponses rapides.

Cela dit, il y *a* pourtant une reconnaissance accrue de la nécessité de mieux travailler ensemble et d'adopter des approches intégrées pour mieux relier le développement social et économique. Il existe également un désir profond de partager les expériences, les pratiques exemplaires et les innovations avec d'autres partout au pays.

Mais ce ne sera pas facile.
Il faudra y mettre l'effort et les ressources et il faudra élargir le cercle pour faire place à plus de voix et de perspectives.

Et il faut espérer que le travail du Conseil pourra servir d'un catalyseur de changement et procurera un élan renouvelé pour développement social au Canada.

Marcel Lauzière
Président du CCDS

Lettres au rédacteur en chef :

Au sujet du Transfert social canadien

Au nom du conseil d'administration des services sociaux du district de Nipissing (CASSDN), je tiens à vous remercier de cette possibilité de formuler des commentaires sur le travail que le CCDS accomplit concernant le Transfert social canadien (TSC). En tant que membre du CCDS, nous applaudissons votre travail et vos efforts continus visant à améliorer les politiques sociales au Canada.

Le CASSDN offre des services sociaux dans le district de Nipissing (Ontario) au moyen de la prestation de programmes d'aide sociale, de logement, de soins subventionnés aux enfants et de programmes pour les sans-abri. Notre grande expérience dans le domaine de l'aide aux personnes dans le besoin, combinée à nos recherches sur notre collectivité locale, nous a rendus très conscients des enjeux entourant le développement social – et les lacunes entourant les services et les ressources.

La lettre du CCDS au premier ministre fédéral (avril 2007) présentait les grandes lignes d'un programme en quatre points pour le Transfert social canadien, dont l'inclusion d'une imputabilité et d'une transparence accrues, une augmentation du financement du TSC, une large participation citoyenne, et la mesure et le contrôle des résultats. Il est encourageant de constater que le gouvernement a pris des mesures concernant les deux premiers points, tel que l'a souligné le ministre des Finances, Jim Flaherty, dans sa réponse au CCDS.

Le troisième point de la proposition du CCDS – *définir des principes communs au moyen d'une large participation citoyenne* – représente une étape importante dans la progression du programme du TSC. M. Flaherty semble être d'accord et a indiqué que les ministres fédéraux discuteront avec leurs homologues provinciaux et territoriaux de la meilleure façon d'utiliser « les nouveaux investissements proposés dans le Budget 2007 pour l'éducation postsecondaire et la garde d'enfants par l'entremise du TSC, de même que pour les engagements continus envers d'autres priorités sociales. »

Nous voulons mettre l'accent sur « large participation citoyenne » afin de s'assurer que les directeurs de services du secteur municipal en Ontario participent de ces discussions. Cela pourrait se faire par l'entremise de consultation avec l'Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario (OMSSA) qui comprend une représentation du sud et du nord de l'Ontario. L'Ontario représente environ 40 % de la population du Canada et la moitié de la croissance du pays depuis 2001. Il s'ensuit que les besoins sociaux de sa population marginalisée sont proportionnellement lourds et les commentaires des gestionnaires de services ontariens seraient précieux.

De plus, les besoins au sein de la province peuvent varier de manière significative. Le rapport *Nipissing District: a Socioeconomic Profile & Report* (juin 2006) offre un exemple du déficit socioéconomique qui s'est produit dans le district de Nipissing, par rapport à la province, et nous croyons que les régions du nord subissent des disparités similaires. Un point de vue du nord à la table de discussion renforcerait le processus d'engagement et en augmenterait la validité. Pendant que le CCDS poursuit son programme avec le gouvernement fédéral, nous serions reconnaissants si on gardait à l'esprit ces considérations.

Quant au quatrième point du CCDS – *mesurer les résultats, assurer le suivi et partager l'innovation et les pratiques exemplaires* – le CASSDN le considère également comme un domaine prioritaire. Nous faisons la promotion de la même initiative auprès du gouvernement provincial parce qu'il n'y a pas présentement un système de mesure uniforme partout dans la province. À mesure que le CCDS poursuit cette question au palier national, nous recommandons que le système de mesure des résultats s'étende au-delà des paliers provincial et métropolitain. Jusqu'à présent, on a mis l'accent sur la collecte et l'analyse de données des grandes régions métropolitaines, alors que les plus petites collectivités ne sont toujours pas mesurées et passent inaperçues. Il est vrai que plus des deux tiers de la population du Canada vivent présentement dans les régions métropolitaines de recensement, mais les mesures sociales et économiques sont tout aussi importantes dans toutes les régions du Canada. Dans le cadre du dialogue continu que le CCDS entretient avec le gouvernement fédéral au sujet de la mesure et du suivi des résultats, nous espérons que la portée géographique sera élargie pour inclure également les plus petites régions.

Selon la prémisse que « les mesures peuvent produire une amélioration », un système normalisé partout au pays qui s'étend jusqu'aux paliers plus bas de la géographie aiderait beaucoup à atteindre une affectation efficace des ressources du TSC et optimiserait nos investissements sociaux.

Merci encore de nous avoir permis d'offrir des commentaires et de nous tenir informés.

Bill White, administrateur en chef
Conseil d'administration des services sociaux du district de Nipissing

❧ ❧ ❧

Chers membres du CCDS,

J'apprécie que vous me teniez au courant de ce qui se passe au sujet du TSC.

C'est bon de lire que Jim Flaherty mentionne la garde d'enfants – et plus d'une fois! – mais ce n'est pas tout à fait clair quant à savoir quelle proportion du TSC est en fait allouée *aux* garderies. S'agit-il des « 850 millions de dollars pour les enfants » qu'il mentionne à la page 2? Cela semble un montant bien faible étant donné le grand écart entre la demande pour des services de garde d'enfants et l'offre disponible.

Je ne suis pas aussi enthousiaste que M. Flaherty concernant le fait que les provinces « ont la latitude d'investir les fonds du TSC selon les besoins et les priorités. » Trop de provinces n'utilisent pas en fait cet argent pour la garde d'enfants, faisant en sorte qu'il est beaucoup plus difficile pour le gouvernement fédéral de réussir à aider les personnes qui ont surmonté le « mur du bien-être ». J'espère que le gouvernement fédéral surveillera attentivement les dépenses provinciales – et présentera des rapports à ce sujet. C'est une erreur que de compter sur les « Canadiens » pour que ce travail se fasse. Quant à ceux d'entre nous qui travaillons sur le terrain, il nous est presque impossible d'arriver à comprendre d'où viennent les fonds et comment ils ont été dépensés.

Une des forces des anciens accords de financement [en vertu du Régime d'assistance publique du Canada] était que les sommes n'étaient pas allouées en bloc avec d'autres éléments. Elles étaient clairement assignées à la garde d'enfants et nous savions exactement combien notre province recevait chaque année. Et vous pouvez être assurés que nous faisions le suivi de chaque cent. Le financement fédéral de la garde d'enfants par le biais du TSC n'est pas une meilleure méthode.

Si le gouvernement fédéral veut être reconnu pour son rôle qu'il joue en appui au développement des jeunes enfants et limiter un peu les dégâts causés par son annulation des accords de financement, il devrait trouver un moyen de mettre en lumière sa contribution. Sinon, les dollars assignés à la garde d'enfants sont perdus dans la soupe du TSC.

Pat Wege, directrice générale, Manitoba Child Care Association Inc.
2e étage, 2350, rue McPhillips, Winnipeg (Manitoba) R2V 4J6
Tél. : (204) 586-8587, poste 25.
Courriel : patwege@mccahouse.org

❧ ❧ ❧

Merci d'avoir partagé de travail important du CCDS sur le Transfert social canadien avec autant d'organisations et d'individus intéressés. Étant donné que les médias n'aiment pas faire de reportage sur les mécanismes de financement des programmes sociaux, le CCDS est une source importante d'information pour un grand nombre d'entre nous.

Mon groupe a terminé récemment un projet de recherche auquel ont participé des femmes autochtones de Vancouver, des immigrantes à faible revenu, des réfugiées de Calgary et des femmes handicapées à faible revenu de Winnipeg. Nous voulions ajouter leurs commentaires aux discussions qui se déroulaient au sujet du TSC et apprendre d'elles l'impact que ce méli-mélo de politiques a sur leur vie.

Ces femmes ont parlé des effets que les changements aux programmes sociaux ont eus sur elles et sur leurs enfants depuis l'élimination des normes nationales. Elles ont discuté de la manière dont les politiques fédérales et provinciales visant soi-disant à aider les personnes à faible revenu ne se fondent pas sur les réalités de leur vie, parce que personne ne les consulte. Elles ont parlé également de difficultés spécifiques qu'elles ont subies en conséquence directe de politiques erronées, comme par exemple la femme de la Colombie-Britannique qui n'était pas admissible à l'aide sociale parce que les demandeurs dans cette province doivent avoir occupé un emploi rémunéré au cours des deux années précédentes. Il s'ensuit qu'elle n'était pas admissible et a vécu dans une niche à chien et cherché de la nourriture dans les vidanges.

Suite à la page 11

La Nouvelle-Écosse :

Un bel endroit à visiter, mais pas pour y vivre dans la pauvreté

Par Katherine Reed

La Nouvelle-Écosse est un endroit merveilleux où vivre – en autant que vous avez un assez bon revenu. Notre province est un paradis pour les vacanciers avec ses villages côtiers, ses plages spectaculaires, ses habitants amicaux et obligeants, et sa scène culturelle pleine de vitalité. Sentez-vous libres de croire tout le battage publicitaire que vous voyez s'adressant aux touristes – tout est vrai. Nos universités sont formidables aussi, de même que l'architecture de nos édifices partout dans la province.

Mais toutes ces choses ne sont pas accessibles aux pauvres dans la province. Et ils ne peuvent pas s'attendre à beaucoup de la part de leur gouvernement non plus.

Quand il s'agit de s'occuper de ses citoyens les plus pauvres, notre gouvernement provincial affiche la distinction discutable d'être la plus radine au Canada. Il y a fort peu d'appui pour des logements à prix abordable ici. Nos taux de prestations d'aide sociale sont parmi les plus bas au pays et notre salaire minimum est également parmi les plus bas (la Nouvelle-Écosse est en quatrième place derrière l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick). Si vous êtes un parent à faible revenu avec de jeunes enfants, bonne chance si vous songez à obtenir des services de garde d'enfants subventionnés. Même si vous faites partie des chanceux, les garderies devront vous imposer environ 10 $ par jour pour combler la différence entre les coûts réels et l'appui reçu du gouvernement provincial. Et vous pouvez oublier le programme national de garderies sur lequel reposait tant d'espoir!

En Nouvelle-Écosse, les frais de scolarité pour l'éducation postsecondaire sont les plus élevés au pays. Les étudiants doivent compter presque uniquement sur des prêts et leurs ressources personnelles pour payer leurs études. La province accordait jusqu'à 1 700 $ en bourse par année d'études auparavant, mais ce soutien a cessé il y a environ 10 ans – et les frais d'inscription ont doublé depuis ce temps. En 2007, pour s'acquitter de la promesse électorale de réduire les frais de scolarité des étudiants du postsecondaire en Nouvelle-Écosse,

un paiement unique de 440 $ a été accordé aux étudiants à temps plein et de 220 $ aux étudiants à temps partiel. Cependant, cet argent ne ciblait pas les étudiants qui en avaient le plus besoin. En fait, cet argent n'a même pas été versé aux étudiants, mais plutôt aux établissements d'enseignement directement. De plus, le gouvernement provincial n'a pris aucun engagement de continuer à accorder cet appui financier et n'a pas annoncé non plus si des bourses fondées sur les besoins seraient réinstaurées.

Le chômage est chroniquement élevé partout dans la province, en particulier dans les régions rurales et sur l'île du Cap-Breton – qui représentent la plus grande partie de la province. Ce n'est que dans la région métropolitaine de Halifax-Dartmouth que le taux de chômage est *presque* comparable au reste du Canada.

Il n'y a pas de réseau de transport public à prix abordable dans la plupart de régions de la province. Si vous vivez ailleurs qu'à Halifax-Dartmouth ou à Sydney, vous devez posséder une voiture ou vous fier à d'autres qui en ont une; sinon, il serait préférable que vous viviez à distance de marche des endroits où vous devez vous rendre. Même les assistés sociaux ne reçoivent pas d'indemnité de transport régulier. D'ailleurs, tout comme c'est le cas partout dans le monde, les endroits les mieux situés sont généralement beaucoup plus chers que les endroits situés loin des soutiens et des services. Et puisque pour ainsi dire rien ne se fait pour ajouter au stock de logements à prix abordable dans ces emplacements plus commodes et plus chers, les locataires sans transport sont laissés en plan.

Les solutions aux problèmes chroniques de la Nouvelle-Écosse semblent avoir échappé aux décideurs et aux planificateurs depuis des décennies. Dans les réunions publiques sur le développement économique de la province, on entend encore des gens parler de la nécessité de fabriquer des produits « à valeur ajoutée » ici, chez nous, plutôt que de continuer à récolter nos ressources naturelles et à les expédier ailleurs pour être transformées. On discute de ce sujet depuis au moins 30 ans – et on en discute encore. Le fait de soulever les mêmes vieux problèmes et d'offrir les mêmes solutions possibles de manière répétitives est frustrant. On ne croirait jamais que la Nouvelle-Écosse est la patrie du *Antigonish Movement*, un modèle de développement économique, de renommée mondiale, fondé sur l'éducation des adultes, qui regroupait les gens en coopératives de manière à ce qu'ils soient les principaux bénéficiaires de leur travail et de leurs ressources naturelles.

L'idée d'utiliser une approche systématique axée sur les résultats pour traiter la réduction de la pauvreté est très attirante, surtout après toutes ces années où nous avons entendu des analyses idéologiques erronées sur les causes de la pauvreté, de même que des remèdes mal conçus et individualistes découlant de ces raisonnements.

Je ne sais pas s'il y a d'autres personnes ici qui ressentent la même chose, mais je suis terriblement lasse des décennies de débats déchirants et de bonnes intentions alors que la situation critique des pauvres dans cette province continue de se détériorer, en grande partie à cause des décisions politiques médiocres et de l'absence de réactions significatives à la pauvreté de la part des gouvernements, tant provincial que fédéral.

Il y a peut-être quand même de l'espoir au bout de ce tourment. Après des décennies de programmes mal conçus, fragmentés et appuyés de manière inadéquate pour traiter les différents aspects de la pauvreté, les décideurs, les partis politiques et les militants pour la justice sociale en Nouvelle-Écosse prennent enfin en considération l'idée d'utiliser une approche systématique, axée sur les résultats pour atténuer la pauvreté – l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté en Nouvelle-Écosse.

Comme un grand nombre de lecteurs le savent, des stratégies de réduction de la pauvreté sont déjà en vigueur au Québec, à Terre-Neuve-et-Labrador et dans des pays tels que la Grande-Bretagne et l'Irlande. De plus, des groupes d'intervention tels que l'Organisation nationale anti-pauvreté et le Conseil national du bien-être social ont demandé l'élaboration d'une telle stratégie pour le Canada.

L'idée d'utiliser une approche systématique axée sur les résultats pour traiter la réduction de la pauvreté est très attirante, surtout après toutes ces années où nous avons entendu des analyses idéologiques erronées sur les causes de la pauvreté, de même que des remèdes mal conçus et individualistes découlant de ces raisonnements. Il serait évidemment naïf d'assumer qu'un certain niveau d'absurdités idéologiques ne contaminera pas le plan au cours de son élaboration, mais il y aura au moins des discussions factuelles et logiques pour combattre les vieux clichés rabâchés sur « le cycle générationnel de dépendance de l'aide sociale » et autres du même genre.

Il est très encourageant qu'au moins deux organisations communautaires aient invité des gens de plusieurs régions de la province à identifier et à documenter leurs priorités pour une stratégie inclusive et efficace de réduction de la pauvreté. Un groupe représente les préoccupations des femmes et s'est engagé à s'assurer que le processus prenne en considération les besoins et les forces spécifiques des femmes. Je crois que ces renseignements sont partagés avec le gouvernement provincial. Il est également encourageant qu'au moment d'écrire cet article, le ministère des services communautaires de la Nouvelle-Écosse cherchait des candidats pour des postes d'une durée de six mois afin d'appuyer le processus de participation communautaire et de collecte de renseignements dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté en Nouvelle-Écosse.

En plus de la participation communautaire, il faudra également un leadership national sur cette question. Étant donné le rendement de la Nouvelle-Écosse jusqu'à présent en matière de politiques d'aide sociale, d'éducation et de logement à prix abordable, je n'ai pas beaucoup d'espoir qu'une stratégie vraiment efficace sera élaborée et mise en vigueur sans un leadership fédéral solide. De plus, sans un investissement économique significatif du gouvernement fédéral,

cette province « moins bien nantie » ne pourra pas financer seule ce projet. Par ailleurs, n'est-il pas grand temps que les milliards de dollars de surplus que le gouvernement fédéral retient année après année – y compris environ 50 milliards de dollars en cotisations d'assurance-emploi – soient utilisés et investis pour les Canadiens et Canadiennes qui en ont désespérément besoin?

Si le gouvernement fédéral s'engageait à mener les efforts d'établissement d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté, il serait possible de partager des idées et des modèles venant de partout au pays – des régions rurales et des petites villes aux grandes villes, aux Premières Nations et aux collectivités du Nord, aux groupes de minorités visibles, aux groupes de femmes et aux groupes de personnes handicapées. Sûrement que cela mènerait à l'élaboration d'un plan plus efficace. Il s'agirait d'ailleurs d'une approche similaire à celle adoptée en Grande-Bretagne où un programme financé au niveau national reconnaît que se sont les gens dans leur région qui sont les mieux équipés pour comprendre leurs problèmes et élaborer les solutions à ces problèmes.

Tout ne peut définitivement pas entrer dans un même moule. Pour que les solutions à nos problèmes de développement social soient vraiment efficaces, il faut les élaborer du bas vers le haut et non pas les imposer du haut vers le bas. Étant donné qu'un grand nombre d'autorités devront participer à un processus national – ou aux processus d'élaboration dans leur propre région ou province – il serait utile que les militants et les chercheurs partagent leurs renseignements en cours de route. Le CCDS pourrait peut-être faciliter cet échange de quelque façon.

Katherine Reed est une militante anti-pauvreté qui a connu personnellement la pauvreté et qui a également étudié la question pendant de nombreuses années. Elle est diplômée de la St. Francis Xavier University et travaille au Antigonish Women's Resource Centre *à Antigonish, Nouvelle-Écosse, depuis 1988 dans plusieurs rôles d'appui aux femmes vivant dans un état de pauvreté. Elle est l'auteure de* Fairness in Education for Single Parents in Nova Scotia *qui est accessible à www.policyalternatives.ca. Vous pouvez la joindre à reebing@gmail.com.*

Voulez-vous en savoir davantage?

« Le salaire minimum en Nouvelle-Écosse n'a pas augmenté en termes réels (ajustés à l'inflation) depuis presque 25 ans. Il faudrait un salaire minimum de plus de 8,40 $ l'heure pour qu'un ouvrier célibataire puisse atteindre le seuil de la pauvreté à Halifax. »

Time for a Real Raise: The Nova Scotia Minimum Wage, une étude publiée par le Centre canadien de politiques alternatives, 2005. www.policyalternatives.ca/documents/Nova_Scotia_Pubs/2005/time_for_a_real_raise.pdf

Le Caledon Institute of Social Policy a publié d'excellents ouvrages sur un nouveau concept de « prestations pour adultes » pour le Canada. Le modèle reconnaît que les adultes pourraient avoir besoin de différentes sortes d'appui à cause de chômage à court ou à long terme, d'invalidité, de leur âge ou de circonstances familiales. Le modèle reconnaît également la nécessité de faire des investissements stratégiques en éducation et en formation afin de développer une force ouvrière capable de satisfaire aux technologies et aux structures économiques changeantes.
Voir *Towards a New Architecture for Canada's Adult Benefits*, par Ken Battle, Michael Mendelson et Sherri Torjman, juin 2006. www.caledoninst.org

En février 2007, les *Feminists for Just and Equitable Public Policy* (www.femjepp.ca/) ont tenu une séance de deux jours intitulé « *Moving Forward Women's Priorities for a Poverty Reduction Strategy* » [Mettre de l'avant les priorités des femmes pour une stratégie de réduction de la pauvreté]. Et en mars 2007, le *Community Advocates Network, Stepping Stone*, et le *Dalhousie Legal Aid Service* (www.law.dal.ca/Institutes/Dalhousie%20Legal%20Aid%20Service/) ont organisé une séance d'une journée intitulée « *Framing a Poverty Reduction Strategy for Nova Scotia* » [Élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté pour la Nouvelle-Écosse]. Les participants à ces deux séances ont examiné la stratégie de Terre-Neuve-et-Labrador comme point de départ d'une stratégie pour la Nouvelle-Écosse. Ces groupes poursuivront leur travail afin de développer plus à fond les stratégies de réduction de la pauvreté et de faire pression pour qu'elles soient mises en vigueur.

Il n'y a pas de remède rapide

Par Aggie Brockman

Les statistiques racontent une partie de l'histoire du développement social dans les Territoires du Nord-Ouest. Le taux des crimes violents est sept fois plus élevé que la moyenne canadienne et les T.N.-O. sont au premier rang au Canada quant aux infractions contre la propriété[1].

Les femmes dans les trois territoires du nord (incluant le Nunavut et le Yukon) signalent des cas de violence conjugale plus souvent que les femmes du reste du Canada et subissent des niveaux plus élevés d'agressions sexuelles et d'homicides. Le recours aux maisons de refuge est plus élevé ici que dans le reste du pays[2].

En 2004, il y avait 2 260 ménages dans les T.N.-O. dont le logement était inadéquat, inabordable ou inapproprié dans un territoire peuplé de seulement 42 000 personnes[3].

Une autre partie de l'histoire est le legs de la colonisation et des pensionnats. À la *Social Agenda Conference* en 2001, un participant a déclaré : « C'est correct de ressentir de la douleur et de la perte, mais il faut qu'on apprenne comment les traiter… les questions non résolues nous écrasent. » Les conséquences des abus entre les générations sont évidentes dans les taux élevés de consommation d'alcool et de drogues, des infections transmises sexuellement, des blessures et des suicides. La conférence devait préparer la voie pour traiter les enjeux sociaux de manière à profiter du développement des ressources, mais les mesures prises découlant des résultats de la conférence ont été décevantes.

Ce lugubre aperçu social est celui d'une région dont l'économie croît le plus rapidement au Canada. Les deux premières mines de diamants du pays – et une autre qui s'ouvrira bientôt – produisent des milliards de dollars en gemmes. À Yellowknife, la « capitale canadienne du diamant », il y a un nombre croissant de camions, de bateaux, de véhicules tout-terrain et de motoneiges énergivores. Les emplois dans les mines profitent à ceux qui acceptent et sont capables de s'adapter à une situation d'aller-retour en avion pour une affectation par rotation de travail. Ces mines n'ont par contre rien fait pour alléger les disparités importantes dans les niveaux d'instruction, d'emploi et de revenu entre la capitale Yellowknife et les petites collectivités où les emplois rémunérés locaux sont rares. Les disparités au sein des collectivités s'accroissent également, entre ceux qui peuvent participer à la population active et ceux qui n'ont pas les compétences nécessaires ou les capacités de le faire. Parallèlement aux augmentations de revenu, il y a un afflux de travailleurs migrants venant d'ailleurs au Canada et de l'étranger.

« À cause des stress d'une économie florissante, des abus des pensionnats et des enjeux sociaux connexes, on a vu une croissance des problèmes d'accoutumance dans les T.N.-O., notamment dans les domaines des jeux de hasard et de la consommation d'alcool, de cannabis et de cocaïne. Il y a eu également une croissance connexe des questions d'aide sociale à l'enfance, du syndrome de stress post-traumatique, de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale, des troubles médicaux chroniques tels que le diabète, de la violence domestique, de l'abus sexuel et des infractions criminelles[4]. » Les pressions sur les organismes de services sociaux à Yellowknife ont augmenté de manière spectaculaire et un nouveau foyer de transition de 4 millions de dollars est en construction.

Il y a toujours eu des tensions entre ceux qui militent pour le développement communautaire comme moyen d'aider les gens à aborder ces problèmes et à prendre le contrôle de leur avenir, et ceux qui appuient le développement industriel et les emplois comme moyen de résoudre les problèmes sociaux.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et la plupart des gouvernements autochtones insistent pour que la proposition du projet de gaz Mackenzie de 17 milliards de dollars aille de l'avant, en se concentrant comme priorité sur le développement économique et l'expansion des intérêts commerciaux. Si le projet va de l'avant, le gouvernement a engagé 500 millions de dollars pour traiter les incidences et les bouleversements sociaux qui accompagnent généralement le développement de ressources industrielles de grande envergure. (Il y a quelques années, Inuvik et Tuktoyaktuk ont vécu de tels bouleversements au cours d'une période antérieure de prospérité dans le domaine du pétrole et du gaz naturel dans la région de la mer de Beaufort et du delta du

Mackenzie.) Cependant, il y a malheureusement peu de renseignements disponibles pour déterminer si ces fonds seront suffisants.

Le développement communautaire est un processus lent et à long terme. Il faut du leadership. Il faut une volonté politique. Et il faut une continuité et des champions parmi les membres du personnel contrôlant les cordons de la bourse du gouvernement, les deux se trouvant en faible quantité au sein des organismes de financement territoriaux et fédéraux. Le développement communautaire comprend aussi le nécessité de prendre des risques et de donner le contrôle à des personnes locales, parce que les meilleures solutions sont peut-être propres à la communauté.

Cela est difficile à vendre dans un monde d'exigences excessives d'imputabilité et de résultats rigides soumis à des échéanciers chimériques.

Même si le développement communautaire prend plus de temps et peut sembler exiger plus de main-d'oeuvre, il peut mener à des résultats très positifs. L'Agence des services communautaires tlicho n'est qu'un exemple du succès qu'on peut atteindre en adoptant une approche de développement communautaire à long terme. L'Agence administre une des dix meilleures écoles autochtones au Canada – à Behchoko, à 100 kilomètres de Yellowknife – et elle a remporté récemment le Prix des Nations Unies en matière de service public. Les taux d'obtention de diplôme dans cette école atteignent et dépassent les autres ailleurs dans les T.N-O. et un grand nombre des étudiants poursuivent des études postsecondaires. Mais les accolades et les succès découlent de 30 années de lutte concentrée et engagée.

Peu de choses de valeur arrivent facilement ou rapidement, et c'est le cas ici. L'amélioration de l'histoire du développement social dans les Territoires du Nord-Ouest, de ses statistiques et de la vie de ses habitants ne dépendra pas du developpement industriel – bien qu'il puisse faire partie du portrait – mais plutôt d'une variété d'approches culturellement appropriées dont les caractéristiques sont un leadership fort et constant, et qui misent à long terme sur la capacité des gens au sein de ces collectivités.

Aggie Brockman est une militante pour la justice sociale à Yellowknife.
Vous pouvez la joindre à abrockman@ssimicro.com.

1 « Crime declines in the NWT », dans *News/North*, 13 août 2007. p. 14.
2 Statistique Canada. « La violence faite aux femmes : tendances statistiques ». 2 octobre 2006. http://www.statcan.ca/Daily/Francais/061002/q061002a.htm
3 Gouvernement des T.N.-O. *Rapport sur l'état de santé de la population des TNO 2005*. p. 64. www.hlthss.gov.nt.ca/pdf/reports/health_care_system/2005/french/nwt_health_status_report_2005_french.pdf
4 Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies. www.ccsa.ca/CCSA/FR/Partnerships/Territories/NorthwestTerritories.htm

Lettres au rédacteur en chef

Suite de la page 6

Dans le cadre de la loi régissant le Régime d'assistance publique du Canada maintenant révoquée, toute personne dans le besoin avait droit à de l'aide.

Les femmes ont discuté du fait qu'elles étaient trop handicapées pour pouvoir trouver et conserver un travail rémunéré à plein temps, mais pas suffisamment handicapées pour être admissibles aux prestations d'invalidité. Elles ont partagé des histoires pénibles sur la manière dont elles avaient été maltraitées par des travailleurs sociaux et comment on n'avait pas tenu compte du travail non rémunéré qu'elles avaient accompli. En Alberta, chaque femme recevant de l'aide sociale doit trouver un travail rémunéré avant que son enfant atteigne un an – même s'il n'y a pas de service de garderie abordable disponible. Cela peut mener à une situation ridicule où le gouvernement enlève des enfants de familles à faible revenu parce que la situation des garderies est inadéquate, et paie ensuite des familles d'accueil pour les élever. Pourquoi ne pas tout simplement procurer du soutien et des services adéquats aux parents pour qu'ils puissent élever leurs enfants?

Malheureusement, notre projet de recherche était financé par le Fonds de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada et ce programme a été éliminé plus tôt cette année; ainsi, notre étude ne sera pas publiée ou traduite. De plus, les nouvelles modalités s'appliquant aux programmes fédéraux de promotion de la femme interdisent la recherche, la défense des droits et la mise en valeur du potentiel – et c'est ce que nous faisons. Étant donné que Condition féminine Canada était notre principal bailleur de fonds, nous devons mettre à pied tout notre personnel, y compris moi. Notre directrice générale continuera à temps partiel, avec une adjointe administrative à temps encore plus partiel.

Le CCDS fait face à un immense défi en rendant ces renseignements disponibles pour que tous les Canadiens et Canadiennes qui sont engagés envers la justice sociale et économique puissent prendre des mesures. Merci du travail que vous faites.

Marika Morris
Coordonnatrice de recherche
Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF)
www.criaw-icref.ca

Quel avenir créons-nous MAINTENANT?

Par Diana Smith

« Un vrai voyage de découvertes ne consiste pas à rechercher de nouveaux horizons mais à avoir un nouveau regard. » *Marcel Proust*

Il y a quelque chose de GROS qui se passe dans le monde! Un virage d'une telle amplitude s'est produit dans la sensibilité et les attitudes du public à l'égard des changements climatiques et de l'environnement que le terme « durabilité » est devenu un mot à la mode.

En examinant les tendances futures, il est important que les promoteurs du développement social, les agents de changement et les leaders éclaircissent ces questions : Comment réagissons-nous au changement et de quelle manière nous y engageons-nous? Sommes-nous prêts? Est-ce que nous nous adaptons? Est-ce que nous nous transformons?

Est-ce que nous savons même ce que signifie la durabilité et de quoi pourrait avoir l'air un avenir durable? Et que signifie le virage dans la sensibilité mondiale à l'égard de l'environnement pour la politique sociale – dans nos collectivités? Au Canada? Dans le monde? Comment sommes-nous branchés? Faisons-nous partie du dialogue en cours?

Je participe aux enjeux et aux mouvements sociaux depuis de nombreuses années en tant que militante, directrice générale, professeure, consultante, leader communautaire, parent et citoyenne. Quant à moi, il s'agit de quelques-unes des questions essentielles qui me semblent pertinentes à ce tournant critique de l'histoire de l'humanité. Mon but est de soulever certaines de ces questions dans l'espoir de lancer la discussion, d'encourager un dialogue génératif et de puiser à une source plus profonde de possibilités pour notre avenir.

La politique écologique et la politique socio-économique ne sont pas des entités distinctes : elles sont réellement une même entité. Pourtant des silos distincts fondés sur la pauvreté, le phénomène des sans-abri, l'éclatement de la famille ou les salaires décents ne font que perpétuer l'approche consistant à chercher simplement à régler un problème. On peut voir ce qui ne fonctionne pas dans plusieurs domaines :

- la pensée linéaire par silo dans le discours politique et publique,
- la mentalité de « charité » et de « service » d'un grand nombre d'organismes à but non lucratif,
- l'approche de résolution de problème qui limite la créativité et l'innovation,
- des attitudes ancrées à dominance « mécanistique »,
- la séparation des organisations et des mouvements dans les domaines de l'environnement, de la justice sociale et de la démocratie, et
- la participation de seulement un groupe ou une couche de la société.

Mes expériences me portent à croire qu'en adoptant une perspective plus holistique, certains des problèmes systémiques sous-jacents et des tensions entre différents systèmes de valeurs peuvent devenir les foyers d'un changement transformationnel. Tout en reconnaissant que la nature auto-organisationnelle et chaotique du changement est fondamentale pour « voir le monde avec un nouveau regard ». De cette façon, les liens essentiels entre les environnements naturels et humains deviennent plus évidents et l'adoption d'une perspective écologique en résulte.

Dans ce contexte, je vois plusieurs tendances et développements encourageants. La société civile commence à jouer un nouveau rôle qui est communautaire, organique et fluide. On reconnaît de plus en plus la nécessité de collaborer *par delà* les frontières. Un grand nombre de groupes et de coalitions explorent des modèles de

distribution du leadership qui respectent et reconnaissent les enjeux fractionnés et complexes auxquels le monde fait face. Il y a une reconnaissance accrue également des multiples intelligences, expériences et approches qui nous permettent de voir l'ensemble des systèmes – chez l'homme et dans la nature – et leur interdépendance.

Alors, comment pouvons-nous avancer de manière à faire nôtre cette complexité, à reconnaître notre interdépendance et à participer au dialogue? Voici ce que je suggère qu'il faut faire :

- Promouvoir l'innovation et l'ingéniosité,
- Créer des forums qui offrent des espaces et des lieux de dialogue par delà les frontières, et des virages dans les attitudes ancrées,
- Aller au-delà du modèle de l'« aide sociale » du 20e siècle,
- Créer des institutions sociales et politiques et des formes de gouvernance fortes et pertinentes,
- Célébrer et faire participer la diversité,
- Encourager l'adaptabilité,
- Reconnaître le corps, l'intelligence, le cœur et l'esprit, et intégrer ces éléments dans nos discussions,
- Soulever les questions de fond et participer à ces conversations à leur sujet.

Diana M. Smith travaille avec EcoSol Consulting Inc. – shifting thinking, building capacity – *à Victoria, en Colombie-Britannique, et avec une société affiliée de Ginger Group Collaborative (www.gingergroup.net). Elle est également professeure auxiliaire à l'University of Victoria's School of Public Administration. On peut communiquer avec elle à diana@ecosolcan.com.*

Prochaines étapes?

Voici quelques ressources que je trouve utiles pour l'exploration de ce territoire :

- Edwards, A.R. *The Sustainability Revolution: Portrait of a paradigm shift.* Gabriola, BC: New Society Publishers, 2005.
- Hawken, P. *Blessed Unrest: How the largest movement in the world came into being, and why no one saw it coming.* New York: Viking Press, 2007.
- Head, S. and R. Sennett. « The Culture of the New Capitalism », dans *The New York Review of Books*, 54(13), 2007.
- Korten, D.C. *The Great Turning: From Empire to Earth Community.* San Francisco: Berrett-Koehler Publishers, 2006.
- Scharmer, C.O. *Theory U: Leading from the future as it emerges: The social technology of presencing.* Cambridge, Mass: Society for Organizational Learning, 2007.
- Sumner, J. « Learning Our Way In: Sustainable Learning and the Civil Commons », dans *Convergence. Convergencia. Convergence*, 36(1), 21, 2003.
- Westley, F.; M.Q. Patton et B. Zimmerman. *Getting to Maybe: How the world is changed.* Toronto: Random House Canada, 2006.
- Wheatley, M. J. *Finding our way: Leadership for an uncertain time.* San Francisco: Berrett-Koehler Publishers, 2005.

Et des sites Web choisis :

- Caledon Institute www.caledoninst.org
- Tamarack Institute www.tamarackcommunity.ca
- The Fourth Sector www.fourthsector.net
- Social Analysis Systems www.sas2.net
- Integral City www.integralcity.com
- Spiral Dynamics Integral www.spiraldynamics.net
- The Great Turning www.thegreatturning.net
- Gather The Women – Global Matrix www.gatherthewomen.org

De gauche à droite : Nancy Baker, Cathy Crowe, Kevin Clarke, Dri, Kerre Briggs, Bonnie Briggs, Marty Lang, The Colonel, et Melvin Tipping, au Homeless Memorial, Church of the Holy Trinity, 2006.

Les infirmières de la rue aux premières lignes du développement social

L'infirmière de la rue Cathy Crowe est la présente récipiendaire du Prix de la Justice économique de l'Atkinson Charitable Foundation. Elle soigne depuis 18 ans les sans-abri dans les refuges d'urgence, les parcs, les ravins, les villages de tentes, les rues et les ruelles de Toronto.

Je l'ai rencontrée en mai alors qu'elle était en tournée au Canada pour promouvoir son livre *Dying for a Home: Homeless Activists Speak Out* [Languir pour un chez-soi : Une militante pour les sans abri revendique]. L'événement d'Ottawa était co-parrainé par l'Association des infirmières et infirmiers du Canada et l'Alliance to End Homelessness.

Cathy est une personne chaleureuse à la voix douce qui milite par ailleurs d'une manière percutante et engagée pour la défense de la justice sociale et qui n'a pas peur de lutter pour les bonnes causes.

Son travail d'infirmière de la rue consiste à offrir des soins de santé de première ligne aux sans-abri. Elle soigne un grand nombre de blessures, d'infestations, d'infections, d'engelures, de problèmes de faim et de maladies chroniques.

Et ça ne s'arrête pas là. Son travail consiste également à tenter de mettre fin à la situation des sans-abri.

« L'itinérance », dit-elle, « c'est ce qui se trouve en aval de la pauvreté. »

Sa formation d'infirmière lui a appris à traiter non seulement les symptômes, mais aussi les causes profondes des problèmes. Elle considère que la prévention est une partie cruciale de son travail. Elle sait par ailleurs que pour prévenir l'itinérance il faut faire face à ses causes structurelles. Les causes sociales et politiques qui rendent l'itinérance non seulement possible, mais de plus en plus courantes, la poussent à s'engager.

Cathy Crowe parle des « canaris dans le puits de mines" – des signes d'avertissement que de sérieux problèmes s'étendent rapidement partout au Canada.

« Une des mes premières impressions comme infirmière de la rue dans le centre-ville de Toronto a été qu'il y avait vraiment beaucoup de gens avec de riches accents des Maritimes aux coins de Sherbourne et Dundas. Et Dieu qu'ils avaient le mal du pays! », dit-elle. « Comme des canaris dans un puits de mines, ces anciens habitants des Maritimes envoyaient un signal d'avertissement. Quand les conditions économiques dans les plus petites collectivités sont mauvaises, on voit toujours une migration forcée vers des plus grandes collectivités. Donc, quand on ferme des usines, les soutiens sociaux et communautaires cessent. Quand il est plus difficile d'être admissible

à l'assurance-emploi, quand les taux des prestations d'aide sociale sont réduits, quand le salaire minimum stagne mais que le coût de la vie continue de grimper et, plus que tout, quand vous ne pouvez plus abriter et nourrir votre famille – tous les chemins mènent vers l'extérieur de votre petite ville. Mais pas nécessairement vers un meilleur endroit. Ils mènent généralement vers une plus grande ville. »

Il s'ensuit que la lutte pour une infrastructure sociale et un développement social équitables fait maintenant partie de la vie de Cathy Crowe.

En plus de panser des blessures et de traiter des engelures, elle passe beaucoup de temps à assister à des réunions, à participer à des enquêtes de coroners, à assister à des vigiles pour des sans-abri qui sont morts, à militer pour le changement social, à écrire, à voyager, à donner des discours et à tenter d'entraîner le grand public et les politiciens à agir de manière équitable et à faire ce qu'il faut.

« Si la politique consiste à distribuer des ressources limitées, » dit-elle, « j'ai appris qu'il y a rien de gratuit. Il faut lutter pour l'obtenir. »

Le militantisme chez les infirmières n'est rien de nouveau. Il s'agit pour un grand nombre d'entre elles d'une extension de leur formation – soulager un peu la souffrance en atténuant les symptômes. Par contre, si l'on ne traite pas la cause du problème, le soulagement n'est que temporaire. Les infirmières luttent avec succès depuis des siècles pour obtenir un grand nombre d'améliorations des conditions de santé et des conditions sociales. (Pour obtenir quelques exemples historiques, lisez le discours de Cathy Crowe intitulé « *The Poor Will Always Be With Us? Not If nurses have a role!* » [Y aura-t-il toujours des pauvres parmi nous? Pas si les infirmières s'en occupent] à http://www.tdrc.net/resources/public/Crowe_Speech_june_16_06.htm)

Quand on lui demande s'il est difficile de combiner les soins de santé très pratiques de première ligne avec tout le travail de militantisme, de défense des droits et d'éducation du public qu'elle accomplit, Cathy Crowe répond : « Ça fait partie de ma formation. C'est naturel pour moi que mon travail de militante fasse une partie intégrante de ma profession d'infirmière. Par contre, le fait que ce soit naturel ne veut pas dire que c'est toujours facile. »

Et ce n'est pas facile. Le taux de mortalité chez ses patients est de huit à dix fois plus élevé que celui des personnes du même âge qui vivent dans des maisons. Les sans-abri affrontent une multitude de menaces à leur santé, leur sécurité et leur bien-être, dont la pauvreté, le harcèlement, la violence, la maladie, le stress, la malnutrition et, évidemment, la température. Un grand nombre d'entre eux ont de graves problèmes de santé qui sont créés ou aggravés par l'itinérance. Cathy peut traiter les symptômes, mais elle doit constamment subir la frustration que causent les problèmes structurels qui résistent au changement.

Et ce n'est pas à la veille de devenir plus facile non plus. Cathy pouvait auparavant faire un appel et trouver un logement pour quelqu'un qui en avait besoin pour des raisons humanitaires. Maintenant elle ne peut même pas trouver de logement pour des gens qui sont victimes d'un ACV ou qui souffrent de tumeurs au cerveau. Elle voit aussi de plus en plus de famille avec des enfants qui sont sans abri. Elle voit de plus en plus de gens éprouvant un plus grand nombre de problèmes. Alors qu'auparavant elle traitait les cas de gale, de poux, de rhume ou de pneumonie, elle voit maintenant surgir un plus grand nombre de problèmes de santé publique graves chez les sans-abri, tels que le VIH, l'hépatite, de nouveaux virus et la tuberculose.

Cathy Crowe s'inquiète du fait que rien n'a changé malgré les leçons apprises de la flambée du SRAS : la migration forcée des sans-abri d'un refuge à l'autre, l'aération inadéquate et le surpeuplement des refuges continuent d'exister. Elle craint que le pire soit à venir – sous forme d'une pandémie.

« Je trouve que toute cette expérience [d'itinérance] est une attaque sur le système immunitaire, et qu'elle sert à tout le moins de terrain fertile aux infections et aux maladies transmissibles. Si nous permettons que des conditions de tiers monde existent, nous aurons les problèmes de santé du tiers monde. »

Il faut que le gouvernement fédéral reprenne la barre et accepte de nouveau la responsabilité du logement, déclare Cathy. Depuis qu'il a abandonné ce rôle en 1993 au moment du démantèlement du programme fédéral du logement, la responsabilité pour le logement est devenue de plus en plus fragmentée et incohérente partout au Canada. Il s'ensuit qu'en bout de ligne, un quart de million d'hommes, de femmes et d'enfants au Canada n'ont plus de place où se loger. Entre-temps, un ensemble disparate d'œuvres de bienfaisance tentent de répondre à la crise des sans-abri sans pareille depuis la Grande dépression des années 1930.

« La question des efforts de secours des œuvres de bienfaisance en temps de crise est controversée. La bienfaisance est certainement nécessaire au début d'une crise, jusqu'à ce que les paliers de gouvernement appropriés puissent y répondre. Mais pendant 15 ans? Ce que nous observons au Canada, c'est une dépendance prolongée du gouvernement des groupes de bénévoles pour la prestation de types d'aide de plus en plus complexes, sans signe de financement adéquat pour le secteur des services sociaux, à plus forte raison pour le logement. »

Elle repense à ce qui s'est produit pendant les années de Mike Harris en Ontario et à l'épuisement professionnel constant chez les travailleurs du secteur des service sociaux.

« L'attaque contre les services sociaux nous a handicapés et affaiblis à mesure que nos travailleurs tombaient de fatigue, de dépression, de maladies et de traumatismes indirects

découlant des charges de travail qu'on voulait qu'ils continuent quand même d'assumer, et de maladies circulant dans leur milieu de travail mais dont ils n'avaient pas le droit de parler. »

Cathy Crowe ne reste plus silencieuse. Elle a une formule qu'elle applique à son travail : Être un témoin + être honnête + dire = la bonne chose à faire.

Pour éviter l'épuisement professionnel, elle célèbre les victoires. Elle appuie et encourage le militantisme chez ses clients. En collaboration avec 10 sans-abri qu'elle a rencontrés dans les rues de Toronto, elle est cosignataire du livre *Dying for a Home*. Quatre de ses collaborateurs sont morts depuis.

Elle avait choisi ces 10 personnes parmi beaucoup de candidats possibles. Son critère était qu'ils aient de la « droiture ». Elle souligne qu'on a tendance à représenter les sans-abri comme des gens étendus par terre, sans connaissance, ou endormis, et un grand nombre d'entre eux souffrent visiblement de ce qu'elle appelle « la désintégration de l'esprit humain » – à savoir les effets des traumatismes sans fin. Cathy veut montrer un autre côté : des sans-abri qui continuent de fonctionner, de contribuer et d'accomplir leur part pour un monde meilleur.

Dri, un ami de Cathy qui a déjà été une personne sans abri dans la ville de tentes à Toronto et qui a contribué à son livre, est un militant politique. Il siège au comité directeur du Toronto Disaster Relief Committee et parle des sans-abri aux étudiants des écoles secondaires et des universités afin de partager avec eux son point de vue unique sur un sujet qu'il connaît malheureusement trop bien.

« Si les gens voyaient des animaux vivant dans ces conditions, » dit-elle, « ils seraient terriblement bouleversés. »

Il y a environ 16 000 infirmières autorisées travaillant présentement dans le domaine de la santé communautaire, dont 100 à 150 sont des infirmières de la rue. Elles sont aux premières lignes de la pauvreté, offrant des soins d'urgence aux victimes du logement inadéquat au Canada. Elles sont aussi aux premières lignes du développement social, faisant tout en leur pouvoir pour éliminer la nécessité d'offrir des soins professionnels de la santé sur la rue au Canada.

Susan Scruton est la webmestre du Conseil canadien de développement social et une militante en faveur de la justice sociale.

Dying for a Home: Homeless Activists Speak Out *est publié par Between the Lines. Vous pouvez le commander à http://www.btlbooks.com/.*

Postscript : Un autre recul pour les défenseurs des intérêts sociaux

En septembre 2007, le Toronto Disaster Relief Committee (TDRC) annonce qu'il met fin à ses opérations.

Le TDRC comprend des personnes qui travaillent dans les domaines de la politique sociale, des soins de santé et du logement, des universitaires, des gens d'affaires, des agents de santé communautaire, des travailleurs sociaux, des militants contre le sida et la pauvreté, des personnes qui ont été des sans-abri et des membres de groupes confessionnels. Ce comité défendait les intérêts sociaux en matière de logement et d'itinérance et était actif sur un grand nombre de fronts. Il coordonnait, entre autres, des services pour le Réseau national sur le logement et l'itinérance, il travaillait avec le comité consultatif de la ville de Toronto sur les sans-abri et les personnes socialement isolées, offrant du soutien pratique et de l'appui aux sans-abri, effectuant des recherches sur les enjeux – dont « le suivi du nombre de personnes qui meurent dans nos rues » – et produisant de nombreux rapports sur leurs conclusions. Ce comité avait déclaré que le phénomène des sans-abri au Canada était « un désastre national » et avait demandé un programme national du logement entièrement financé au moyen de la solution d'un pour cent (*One Percent Solution*).

Dans une lettre envoyée aux militants, Cathy Crowe et Tanya Gulliver, au nom du comité directeur du TDRC déclarent : « Tout comme un grand nombre d'organisations de justice sociale progressistes comme la nôtre, nous faisons face à des défis chroniques de financement. Malgré nos efforts de cueillette de fonds, nous n'avons plus suffisamment de fonds pour fonctionner de la manière que nous le désirons. Avec regrets, nous avons averti les employés que leur contrat prenait fin le 11 octobre et que le bureau du 6 Trinity Square ne serait plus pourvu de personnel après cette date. Le TDRC a une histoire, une vie et une énergie qui se poursuivront et nous vous tiendrons au courant de ses plans futurs. »

En novembre, Mme Crowe a envoyé un compte rendu :

« Je vous remercie tous de vos messages de sympathie. Nous avons reçu plusieurs dons de 30 $ à 50 $ d'individus et de plusieurs syndicats et groupes confessionnels également. Merci. Nous espérons recevoir un financement plus substantiel qui nous permettra d'embaucher un coordonnateur de campagne pour notre travail et, en attendant, nous réussissons à faire fonctionner le bureau avec l'aide de membres du comité directeur du TDRC. Si vous avez quelque piste que ce soit, je vous prie de m'envoyer un message à ccrowe@sherbourne.on.ca. »

www.tdrc.net – tdrc@tdrc.net. Tél. : 416-599-8372

Les petites villes comptent

Par Terry Kading et Christopher Walmsley

Photo par David Atkins

Depuis plus d'un siècle, les images des petites villes sont profondément ancrées dans l'imaginaire littéraire canadien. Le portrait de la vie en Ontario que Stephen Leacock esquisse dans *Sunshine Sketches of a Little Town*, les peintures que Clarence Gagnon a créées représentant la vie de village au Québec, les histoires de W.O. Mitchell sur la vie dans le Prairies et les programmes de télévision tels que « *North of 60* » et « *Little Mosque on the Prairie* » ont présenté les petites villes comme des lieux fondamentalement paisibles et bucoliques où les Canadiens mènent (parfois) une vie pleine d'humour dans des conditions difficiles.

Mais cette image est-elle juste? Les petites villes sont-elles ces lieux idéalisés, libres des problèmes de criminalité, d'itinérance et d'accoutumance des grandes villes? Sont-elles tout simplement des grandes villes en miniature, où on peut importer des solutions en réduisant tout simplement leur échelle? Ou est-ce que les petites villes sont uniques de manière identifiable et mesurable?

Les petites villes se distinguent des grandes villes par plus que la taille de leur population. Elles possèdent des caractéristiques et ont à relever des défis de développement social qui leur sont propres. Les partis politiques, les chercheurs et les gouvernements qui s'intéressent à la « politique urbaine » devraient donc y porter attention.

En principe, une petite ville peut avoir une population maximale de 100 000 habitants, elle ne fait pas partie d'une région métropolitaine et possède une identité et une sensibilité qui lui sont propres. Contrairement aux grandes villes, la petite ville fait face à des préoccupations plus profondes par rapport au maintien de sa croissance économique et démographique. L'époque de la ville à industrie unique a été remplacée par les besoins d'une population plus diversifiée occupant toutes sortes d'emplois dans des domaines allant de l'exploitation minière, la foresterie et l'agriculture aux centres d'appel, au transport, à la construction, au tourisme et aux services professionnels.

Les petites villes sont différentes également du point de vue du développement social. La proximité physique des citoyens crée un niveau de proximité sociale qui rend l'exclusion sociale visible à tous. Dans les petites villes, la mendicité, l'itinérance, le commerce du sexe et les accoutumances s'étalent sur la rue Principale, à un pâté de maisons de chez vous. Les distances sociales entre les gens sont réduites et la vie marginale de certains citoyens devient visible et concrète.

Un grand nombre de petites villes n'ont pas d'historique de services sociaux municipaux officiels au-delà des efforts minimaux de rayonnement de militants locaux – tel que la mise sur pied d'une banque d'alimentation, d'un refuge pour femmes battues ou de la collecte de dons aux oeuvres de bienfaisance. Étant donné que les problèmes sociaux de nos jours s'étendent et se multiplient, les gouvernements locaux se demandent s'ils doivent assumer plus de responsabilités – et de coûts – ou s'ils devraient faire pression auprès des gouvernements provincial et fédéral pour qu'ils rétablissent des moyens de soutien et des services sociaux.

Un premier inventaire des services municipaux et des initiatives locales dans les petites villes révèle des variations considérables dans leurs tentatives de traiter une variété de problèmes sociaux. Ces initiatives vont d'efforts ciblés de rayonnement à des mesures et des règlements plus punitifs dans le but de trouver un équilibre entre les solutions plus compatissantes et durables et les préoccupations plus immédiates d'esthétique et de commerce relatives à « l'image de la ville ». C'est le cas surtout lorsqu'on veut attirer des touristes et des investissements extérieurs. À Kamloops, par exemple, à la suite de plusieurs

Suite à la page 27

Utiliser le Web
pour promouvoir le changement social

Au cours d'une *Séance d'information* organisée par le CCDS, Jason Mogus, chef de la direction de Communicopia, une société de stratégie et de design de Vancouver, a parlé de la façon dont les organisations peuvent développer des relations significatives en utilisant le Web.

« On m'a demandé de vous parler aujourd'hui à cause de l'expérience que j'ai acquise au cours d'une décennie de travail dans les tranchées à appuyer les organisations de changement social en utilisant le Web, et à cause des petites et grandes choses que j'ai apprises en cours de route.

Mon entreprise Communicopia a commencé en 1993 à aider des organisations environnementales à profiter des outils des nouveaux médias. Nous avons développé le premier site Web de Greenpeace et nous avons réalisé beaucoup de travail pour Environnement Canada, mais la plupart de nos clients étaient des petites organisations et entreprises novatrices dont vous n'avez sans doute jamais entendu parler. Nous avons survécu au cycle d'expansion et de ralentissement du dot-com. Et nous avons bâti beaucoup de sites Web!

C'était amusant au début – personne ne savait ce qu'était le Web, comment l'utiliser avec succès, et, pour un certain temps en tout cas, personne ne savait comment s'y prendre, alors nous avons eu beaucoup de travail. Mais c'était difficile de faire fonctionner une entreprise en appuyant le changement social. Il a fallu nous réinventer au moins quatre fois jusqu'à maintenant. Ça n'a pas été facile, mais cela a été extrêmement enrichissant, et j'ai beaucoup appris en cours de route.

Je voudrais en premier lieu vous faire part de ce que j'ai appris sur le secteur du changement social par la pratique quotidienne du développement de, disons 400, sites Web :

- Ce ne sont pas les données qui sauveront le monde. (Et les organismes à but non lucratif publient BEAUCOUP de données!)
- Un grand nombre d'organisations ne savent pas qui est leur public. Elles ne savent pas ce qu'elles veulent, ce qu'elles pensent ou ce dont elles ont besoin.
- Un grand nombre d'organisations tentent de faire beaucoup de choses différentes. Les modèles de financement forcent les organisations à créer ou à utiliser un programme qui ne convient peut-être même pas à leurs fonctionnalités et n'offre aucun effet de levier ou d'avantages à l'ensemble de l'organisation. (Aucune organisation ne peut survivre avec une demi-douzaine de produits, tous différents, dont la moitié battent de l'aile.
- Il n'y a généralement pas beaucoup de boucles de rétroaction qui aident à savoir si quelqu'un utilise ce qu'on offre ou si on a un impact.
- J'ai appris que les gens qui travaillent dans des organisations à but non lucratif sont extraordinaires, passionnés, bienveillants, visionnaires… mais ils sont souvent aussi inefficaces, mal entraînés et manquent d'expérience pour leur niveau de responsabilité. Ils ont trop de tâches pour pouvoir bien accomplir la plupart d'entre elles. Ils sont occupés, surchargés de travail, spectaculairement sous-payés et peu reconnus pour leurs contributions et peu soutenus par des possibilités de formation et d'épanouissement.

En tant qu'entreprise, notre travail aussi a souffert. Nous n'investissions pas dans nos propres innovations et nous ne n'assurions pas le perfectionnement de notre personnel. Nous agissions comme nous l'avions toujours fait. Et les résultats finals n'avaient pas l'impact que nous avions auparavant.

Tout cela est devenu évident il y a environ deux ans. C'était comme si le monde n'avait pas besoin d'un autre site Web. Je me trouvais là, supposément un innovateur social, s'étant engagé à changer le monde, mais récoltant peu d'argent

du secteur du changement social et réalisant des produits tout au plus convenables. Et je n'étais même pas certain s'ils avaient un impact.

C'était une période obscure pour moi. Il a fallu que je me réaligne sur ma mission personnelle et que je songe à abolir mon entreprise et mon identité de chef de la direction et de leader du changement social. Il me fallait beaucoup de renseignements, de temps; il fallait que je pose des questions à tous ceux que je connaissais, et que je demande de l'aide. J'ai tout laissé aller.

Et c'est revenu! Au moment même ou Web 2.0 a revigoré le secteur du Web, je surgissais de nouveau plein d'énergie et d'inspiration, exécutant mon travail d'une nouvelle façon. Ma pratique est axée surtout sur la stratégie maintenant – j'aide les organisations à planifier et à posséder leur propre site Web, leurs propres outils et leurs propres campagnes qui sont en harmonie avec leur mission, sont durables et ont la possibilité d'avoir du succès.

Pour avoir un impact, il faut d'abord qu'une personne ait les pieds bien sur terre. Cela s'applique sans doute à tout, mais cela est particulièrement le cas quand il s'agit du Web. Est-ce que l'organisation comprend clairement qui elle est? Quel est son but, son impact, ses histoires? Qui dessert-elle? Qu'est-ce qu'elle accomplit mieux que tout autre (et peut le prouver)? Comment peut-elle faire participer les autres – d'une manière significative – à son travail et à l'élimination des obstacles traditionnels? Et comment peut-elle travailler au sein de l'écosystème d'une autre organisation pour atteindre une réussite bénéfique à tous?

Tout grandit à partir d'un noyau solide. S'il n'y en a pas, je ne peux pas m'impliquer parce qu'il s'agirait tout simplement d'un autre site Web.

Alors, remettons le tout en contexte. Nous vivons à une époque de profonds changements, de grandes crises, et de grandes possibilités. Nous ressentons tous ces changements, et pourtant, étonnamment, les leaders traditionnels de notre société n'en parlent pas beaucoup.

Il y a également des forces massives freinant le changement, des entités avec d'immenses intérêts acquis cherchant à préserver le statu quo. On ne nous apprend pas à être innovateur. On ne nous montre pas de quelle façon les systèmes fonctionnent ensemble, mais seulement avec leurs parties séparées.

D'abord les bonnes nouvelles : le changement social s'est déplacé des marges de la société vers le grand public. Parmi les exemples figurent Muhammad Yunus qui a reçu un Prix Nobel pour son travail avec le Grameen Bank qui offre du crédit aux pauvres, des entreprises comme Nike qui utilisent son pouvoir pour faire du bien, et des magazines un peu partout qui font la promotion de l'environnementalisme. Il y a une concentration sur l'innovation sociale en tant qu'activité légitime, tout comme l'innovation est favorisée en affaires et dans le secteur technique.

Il y a tant de nouvelle énergie, de nouvelles idées et de nouvelles façons de penser! C'est excellent, parce que le changement survient quand « tout le monde est sur le pont » et, avouons-le, la manière dont nous avons abordé le changement jusqu'à présent *ne fonctionne pas* :

- Les services sociaux ont été « professionnalisés » de sorte que la moyenne des gens ne se sent plus responsable de la santé et du bien-être de leur communauté. Ils veulent faire une différence, mais ils ne savent pas comment, et un grand nombre d'organisations n'ont pas de moyens pour intégrer l'énergie et les idées des gens.
- Les modèles de financement sont brisés, réactifs et ont une perspective à court terme et un soutien à court terme. Les bailleurs de fonds ne reçoivent pas une véritable rétroaction du marché parce que personne ne leur dit la vérité, et ils prennent donc du temps à s'adapter. Les œuvres de bienfaisance sont formidables, mais ça coûte cher pour trouver de l'argent – rédiger des propositions, démontrer les « résultats ». On dépense trop d'argent sur l'évaluation et sur l'élaboration de programmes de financement pour récolter huit cents sur un dollar.
- Les citoyens sont sollicités outre mesure par le marketing. Il y a trop de choix pour tout, des produits aux œuvres de bienfaisance. Les gens ne croient plus à rien et ils n'écoutent pas parce qu'ils sont fatigués d'être interrompus pour entendre des messages et ils sont excédés d'être constamment soumis aux « manipulateurs d'images ».
- Nos secteurs approchent les problèmes d'une façon trop rigide. Non seulement nous ne collaborons *pas*, il y a des guerres de clochers et des tentatives de réussir aux dépens des autres. Même si les gens voient les interconnections et la nature mondiale du problème, peu d'entre nous réagissons avec de nouveaux modèles, de nouvelles collaborations et des approches vraiment intersectorielles.
- Beaucoup de personnes dans le secteur du changement social sont fatiguées! Elles ont été sous-payées et mal aimées depuis trop longtemps. On y trouve une culture de critique et de désautonomisation. Mais personne ne veut

se joindre à une armée de moroses, et quand vous parlez constamment de ce qui ne fonctionne pas, le monde décroche.
- Nous ne créons pas suffisamment de nouveaux modèles pour pouvoir aborder les problèmes avec de nouvelles méthodes. Il n'y a pas de culture de l'innovation, de prise de risques et d'acceptation des échecs.

Comment peut-on être créatif quand on est brûlé? Et comment peut-on aborder les conditions des systèmes quand les intérêts acquis sont si ancrés?

Cela peut sembler bien sombre, mais je crois qu'il y a de l'espoir à l'horizon. Et parce que je suis un gars du Web. Je vais commencer par indiquer comment les outils du Web – et la façon de penser Web – coïncident avec mon optimisme.

Pourquoi faudrait-il s'intéresser au « nouveau Web »? Toutes les organisations pour lesquelles j'ai travaillé voulaient dans le fond la même chose plus ou moins :
- Rejoindre plus de gens
- Les faire participer d'une nouvelle manière
- Récolter des fonds
- Avoir un impact sur leur mission

Dans le cas du CCDS et d'autres organisations qui sont ici aujourd'hui, j'en conclus que vous désirez :
- Faire mieux circuler les idées et les renseignements et les livrer entre les mains de ceux et celles qui peuvent les utiliser pour produire de meilleurs résultats sociaux;
- Collaborer et partager des connaissances plus efficacement avec vos pairs;
- Mieux comprendre le monde changeant qui nous entoure et obtenir de la rétroaction sur vos réalisations;
- Avoir un impact sur votre mission sociale.

J'ai appris que les outils du Web peuvent aider les organisations – et les personnes à l'intérieur et à l'extérieur d'une organisation – à devenir plus branchées, coopératives, innovatrices et, ultimement, plus efficaces.

Web 1.0 était axé sur la publication. Web 2.0 est une conversation. Et il est un moyen qui permet à toute personne normale de se remettre au travail d'améliorer le monde.

Voici un bref aperçu des outils de Web 2.0 :
- Blogues : s'exprimer et s'engager
- Média enrichi : raconter des histoires fascinantes
- Réseautage personnel et Facebook : développer des relations et établir des contacts
- Signet personnel et Wikis : partager de connaissances et collaboration

Il faut que vous changiez votre CULTURE et votre façon de penser pour réussir dans ce nouveau monde.

- Fil de syndication : rester branché
- Communauté virtuelle : relier le tout

Il y a des histoires étonnantes d'innovation et de succès découlant de l'utilisation de ces nouveaux modèles et de ces nouvelles idées :
- La campagne « *Nothing But Nets* » de la UN Foundation a recueilli 14 millions de dollars. C'est un site participatif qui, en utilisant des histoires personnelles, a recadré tout l'enjeu.
- Nabur a fait basculer le paradigme du développement international en mettant entre les mains de gens des renseignements et le pouvoir de faire un impact.
- L'Armée du Salut présente des renseignements en temps réel et des histoires qui rendent son travail plus attirant et plus accessible.

Je dois vous avouer que j'ai eu de la difficulté à trouver des histoires sur l'innovation et le succès en direct dans la collectivité sociale. Il se peut que les histoires soient là mais que personne ne les raconte.

Par contre, on ne peut atteindre ces résultats uniquement avec des outils Web. Je ne pourrai jamais insister suffisamment sur ce point.

Il faut que vous changiez votre CULTURE et votre façon de penser pour réussir dans ce nouveau monde. Vous ne pouvez pas y arriver tout seul.

Voici comment je perçois la « pensée Web » :
- Collaboration : au sein des organisations, entre les différents organismes et entre les secteurs;
- Transparence : être authentique, vrai et pertinent;
- Participation : faire participer les gens – et pas toujours les mêmes – à son travail de manière significative;
- Écoute : être ouvert, solliciter de la rétroaction, et être prêt à entendre ce qu'on vous dit.

Si vous ne suivez pas ces étapes, vous pourriez posséder tous les systèmes au monde, vous ne réussirez pas. En fait, ce qui fonctionne bien sur Web est ce qui fonctionne bien dans les systèmes

vivants qui nous entourent. Les comportements, les techniques et la mentalité derrière le Web sont les mêmes que dans un changement social réussi.

Que peuvent faire le secteur du développement social et des organisations comme le CCDS? Même si je ne prétends pas comprendre grand chose au sujet du secteur, j'admire énormément le travail que vous accomplissez tous pour préserver intact notre filet de sécurité sociale. Voici ce que je peux vous suggérer :

- Parlez avec passion des choses qui sont importantes pour vous. Faites entendre les voix de ceux que vous servez. Racontez mieux vos histoires et, si vous ne le pouvez pas, associez-vous avec des gens qui peuvent le faire.
    - Équilibrez données et histoires.
    - Devenez créatifs! Utilisez de la baladodiffusion, des vidéos, des films Flash. Ils attirent l'attention des gens.
    - Racontez des histoires sur les solutions et les impacts et pas seulement sur les enjeux ou votre campagne.
- Faites faire votre recherche par des innovateurs sociaux. Ils réalisent le changement, mais ils n'ont souvent pas le temps d'aborder une perspective plus large.
- Créez des espaces où les innovateurs peuvent interagir, réseauter et collaborer pour échanger des informations. Les connexions créent du potentiel. Mettez en valeur le potentiel du capital social.
- Essayez de nouvelles choses, mêmes des choses radicales. Il faut accepter les échecs et apprendre d'eux. Soyez souples et ne soyez pas durs envers vous-mêmes et les autres. Ne vous attendez pas à la perfection.
- Mettez fin aux programmes moribonds. Vous libérerez ainsi de l'énergie créatrice et des ressources qui ont été bloquées.
- Appuyez les personnes visionnaires et passionnées. Les transformations tendent à se matérialiser par l'entremise de personnes qui en suivent l'appel.
- Allez au-delà de votre secteur. Invitez de nouvelles personnes, de nouveaux secteurs, de nouvelles organisations. Trouvez une façon de travailler avec l'énergie provenant du secteur des entreprises et des jeunes et intégrez-la. Leur rétroaction peut vous procurer des renseignements importants sur la façon de rendre vos programmes plus pertinents à leur monde.
- Appuyez les nouvelles voix au sein de votre organisation. Donnez-leur du pouvoir, permettez-leur d'avoir des échecs et d'apprendre.
- Ne négligez pas les petites réussites, les petits programmes et les petites organisations. Au moment des grands changements systémiques, les petites racines peuvent produire les prochaines grandes institutions.
- SOYEZ le changement. Ne restez pas figés dans un rôle et ne soyez pas « distincts ». Mettez vos mains à la pâte. La seule véritable façon d'apprendre, c'est de faire.
- Ayez confiance que de nouvelles sources de financement et de soutien se manifesteront. Le capital suit les idées, le succès et les résultats.

Enfin, et c'est peut-être le point le plus important – ne soyez pas durs envers vous-mêmes et envers les autres. Acceptez qu'il y ait des imperfections et des erreurs. Vous ne réussirez pas sur le Web sans expérimentations, et le même principe s'applique à l'innovation sociale dans son ensemble.

Le Web ne résoudra pas à lui seul tous vos problèmes. Mais l'innovation, l'ingéniosité humaine, les collaborations, les leçons apprises des échecs, et l'encouragement accordé au leadership visionnaire à tous les niveaux les résoudront.

Je crois que nous sommes en plein milieu d'un changement systémique massif qui n'en est qu'à ses débuts. Ce n'est donc plus une option de faire les choses comme nous les avons toujours faites. Ne pas changer, c'est demeurer immobile. Si nous ne changeons pas, nous n'aurons peut-être pas de monde à léguer à nos petits-enfants.

Je vous salue tous, et je salue votre engagement et votre passion envers votre travail. Et je vous souhaite plein de chance avec vos erreurs et vos succès. Rien de moins que le poids de nos communautés – en effet, l'âme-même de notre superbe pays – repose sur notre capacité de comprendre tout ça.

Je vous souhaite un merveilleux cheminement. »

Jason Mogus est chef de la direction et le stratégiste principal Internet de Communicopia. Vous pouvez le joindre à www.communicopia.net/who-we-are/our-team/jason-mogus.

Les notes d'allocution de M. Mogus, ses diapos PowerPoint et le fichier audio de sa participation à la Séance d'information du CCDS sont disponibles à www.ccsd.ca/events/2007/agm/mogus.htm.

Le Principe de Jordan :

L'approche « l'enfant d'abord » aux conflits de compétence

Jordan, un enfant des Premières Nations, naît avec de graves problèmes de santé. Sa famille, qui ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire pour prendre soin de lui à la maison dans la réserve, prend la décision douloureuse de le placer sous les soins du bureau de protection de l'enfance. Jordan demeure hospitalisé pendant les deux premières années de sa vie, le temps que son état de santé se stabilise.

Pendant ce temps, l'organisme de service, sa communauté des Premières Nations et sa famille travaillent ensemble pour trouver un foyer d'accueil médicalement compétent et amasser de l'argent pour adapter une fourgonnette à ses besoins de transport. Peu après son deuxième anniversaire, les médecins déclarent qu'il se porte assez bien pour vivre dans le foyer d'accueil.

Mais attendez.

Plutôt que de se réjouir de cette nouvelle, les gouvernements fédéral et provincial commencent à se disputer à propos de quel ministère doit payer les soins à domicile de Jordan. Les points litigieux sont aussi bien des dépenses plus majeures comme l'installation d'une rampe pour fauteuil roulant à la maison, que des dépenses mineures comme une pomme de douche spéciale. Ce conflit de compétences durera deux ans – pendant ce temps, Jordan demeure à l'hôpital.

La communauté tente en premier lieu une médiation entre les gouvernements. Cette tentative échoue et la communauté entame une action justice. Le conflit de compétences est finalement réglé – mais malheureusement, pas à temps pour Jordan. Il est mort avant d'avoir eu la chance de vivre dans une famille.

Une étude récente[1] révèle que les conflits de compétence liés au financement des soins des enfants des Premières Nations sont très fréquents. La grande majorité de ces conflits opposent deux ministères fédéraux ou le gouvernement fédéral et un gouvernement provincial ou territorial.

En mémoire de Jordan, des organisations et des individus demandent à tous les gouvernements d'adopter « le principe de l'enfant d'abord » dans la résolution de conflits de compétence entourant les soins pour les enfants des Premières Nations.

En vertu du principe de Jordan, lorsqu'un conflit de compétence survient – que ce soit entre des paliers de gouvernements (provincial ou territorial et fédéral) ou entre des ministères d'un même gouvernement – au sujet du financement des services pour un enfant indien inscrit auxquels aurait accès tout autre enfant canadien, le gouvernement ou le ministère de premier contact doit payer les services sans délai ou perturbation. L'entité gouvernementale payeuse peut ensuite renvoyer la question aux mécanismes de résolution de conflits de compétence. Ainsi, les besoins de l'enfant sont d'abord assurés tout en permettant quand même une résolution du conflit de compétence.

« La famille et la communauté de Jordan ont conféré un grand honneur et une grande responsabilité à nous tous en nous permettant d'utiliser les termes le *principe de Jordan* à cette fin. C'est une question qui concerne les enfants – et il faut vraiment qu'ils viennent en premier – en tout temps. »

Pour obtenir de plus amples renseignements :

- Pour accorder votre soutien à l'adoption du principe l'enfant d'abord par les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral, visitez http://www.fncfcs.com/more/jordansPrinciple_f.php .
- La Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, bureau 1001, 75, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1P 5E7. Tél. :(613) 230-5885, www.fncfcs.com

1 *Wen: de – We are Coming to the Light of Day*, 2005. Publié par le Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada. http://www.fncfcs.com/docs/WendeReport.pdf

perd un champion

Agnes McCausland Benidickson (née Richardson) est décédée en mars 2007 à sa résidence à Ottawa.

Mme Benidickson fait figure d'inspiratrice dans l'histoire du CCDS. Elle a siégé pendant de nombreuses années au Conseil des gouverneurs du Conseil et y a tenu le rôle de présidente de 1972 à 1975, aidant à guider l'organisation pendant une période de grande productivité et d'une évolution rapide.

En 1977, à la demande du Conseil, Mme Benidickson est revenue au CCDS pour occuper le poste de directrice générale intérimaire. Dans le *Rapport annuel* cette année-là, elle a écrit :

> « Le rôle du Conseil est et a été assujetti au changement au fil du temps. Un des facteurs constants est le fait qu'il a toujours exercé un leadership solide dans le domaine des politiques sociales. En cette période de changement, les membres du CCDS, son Conseil des gouverneurs, son personnel et son prochain directeur général doivent travailler ensemble pour créer un meilleur Canada pour tous. Grâce à notre effort commun, nous pouvons et nous devons maintenir la position de leader solide du Conseil dans la poursuite de l'amélioration de la condition humaine. »

En 1995, dans le cadre des célébrations du 75e anniversaire du Conseil, Mme Benidickson a reçu le Prix d'excellence à vie en reconnaissance de ses nombreuses années de dévouement et d'appui à l'égard du travail du Conseil. Et, de 1998 à 2001, elle a continué d'appuyer activement le CCDS en siégeant comme présidente de la campagne *Vision sociale*.

Comme sa famille le notait dans la notice nécrologique : « Agnes a vécu une vie enrichie par sa famille, ses voyages, ses expériences et, par-dessus tout, par ses services envers la communauté et le pays par l'entremise d'une quantité d'organisations qu'elle a fondées et qu'elle a aidé à diriger et à maintenir grâce à ses efforts de bénévole. Sa vie et son exemple continueront d'être célébrés par tous ceux qui ont été touchés pas son engagement, ses perspectives, sa grâce et sa générosité qui sont la signature de sa vie. »

Dans tous ses rôles – au CCDS et dans un grand nombre d'autres organisations partout au pays – elle a exercé un leadership solide et empathique tout en assurant la dignité et le respect des bénévoles au sein de la société. Nous sommes profondément reconnaissants de l'appui généreux et des directives qu'Agnes Benidickson a offerts à la collectivité canadienne pendant de nombreuses années.

Contester le statu quo

Au mois d'octobre, le comité consultatif national s'est réuni pour la première fois afin d'entamer la planification du Forum canadien sur le développement social. Cet événement initié par le CCDS est prévu au printemps ou à l'été 2009, à Calgary, et aura lieu tous les deux ans par la suite.

« Le rôle du comité n'est rien de moins que de contester le statu quo dans le domaine du développement social au Canada par des moyens pratiques, puissants et stratégiques », déclare le président du CCDS Marcel Lauzière. « Ce n'est pas une tâche facile. Heureusement, un groupe extraordinaire d'experts et de militants du développement social a accepté d'orienter ce processus. »

Ce groupe comprend **Wayne Helgason**, directeur général du Winnipeg Social Planning Council et président du conseil du CCDS qui est le co-président du comité, **Nicole Boily**, présidente du Conseil des Montréalaises, **Janet Davies**, directrice des politiques, de la réglementation et de la recherche à l'Association des infirmières et infirmiers du Canada, **Sid Frankel**, professeur agrégé du School of Social Work de l'université du Manitoba et président du conseil des Clubs garçons et filles du Canada, **Christa Freiler**, directrice de la recherche à l'Association canadienne d'éducation, **Edgar McLeod**, chef de police du Cape Breton Regional Police Service et président sortant de l'Association canadienne des chefs de police. **LaVerna McMaster**, chef de la direction de Siksika Resource Developments Ltd., **Martin-Pierre Nombré**, CRÉ de Montréal et Forum sur le Développement social Montréal, **Sheila Regehr**, directrice générale du Conseil national du bien-être social, **Dick Stewart**, bénévole actif et ancien directeur général des services sociaux de la ville d'Ottawa, **John te Linde**, gestionnaire de la politique et de la planification de la ville de Calgary, et **Lana Wells**, directrice principale des investissements et de la collaboration communautaires de la United Way of Calgary.

Développement social 2.0 – La prochaine génération est le titre provisoire de cette initiative nationale bilingue qui réunira un grand éventail d'individus et d'organisations qui « font » du développement social. Elle mise sur les idées de Web 2.0 qui utilise Internet de manière plus interactive et participative – dans ce cas, dans un processus constant de partage et d'analyse de renseignements et de canalisation de la créativité et des connaissances des utilisateurs.

> « Le Forum social est un événement national qui permettra à la collectivité du développement social de se rencontrer et de partager face à face selon un format passionnant. »

Et c'est un processus qu'ils conçoivent. Au cours de leur première réunion, les membres du conseil consultatif ont manifesté un désir commun de « relier les points » et d'aller au-delà des approches qui visent uniquement à résoudre un problème. Tout en reconnaissant les défis auxquels ils font face, les membres du comité sont explicites quant à la nécessité d'un changement systémique et de l'élargissement du champ d'application et de la portée du développement social.

« Le Forum social est un événement national qui permettra à la collectivité du développement social de se rencontrer et de partager face à face selon un format passionnant », explique M. Lauzière. « Nous reconnaissons par contre la nécessité essentielle de travailler ensemble et de partager avant et après Calgary. »

Le CCDS appuie les projets et les réseaux existants qui alimenteront le travail du Forum.

APPEL DE CANDIDATURES AU PRIX WEILER

Dick Weiler

Prix Weiler

Décerné chaque année, le Prix Weiler récompense des personnes ou des organismes qui ont contribué de manière exceptionnelle au développement social et communautaire au Canada.

Le Prix Weiler rend hommage aux personnes, aux groupes ou aux organismes qui ont fait preuve d'un dévouement sans borne pour défendre le développement social et la justice sociale en établissant des liens de collaboration et de coopération entre des personnes, des groupes, des agences et des organismes.

La personne, le groupe ou l'organisme récompensé par ce prix oeuvre au développement social en touchant la coopération, l'intégration sociale et la créativité dans la recherche des réponses à donner aux besoins sociaux tant au plan professionnel que bénévole.

Dick Weiler (1942-1995)

Humaniste et grand défenseur des valeurs sociales, M. Weiler a consacré toute sa vie à faire du monde un endroit où il fait mieux vivre. Il a aidé à jeter les bases des politiques sociales visant à encourager les valeurs nationales et communautaires au Canada.

Mise en candidature

Pour proposer un candidat ou une candidate, il suffit d'envoyer :

- une description de 300 mots ou moins des réalisations de la personne, de la nature et de l'impact de ses activités, ainsi que des groupes ciblés;
- une biographie d'une page de la personne ou un bref aperçu du groupe ou de l' organisme;
- trois lettres à l'appui de la candidature proposée.

Le dossier de candidature doit être envoyé d'ici le 15 mars 2008 à l'adresse suivante :

Prix Weiler – À l'attention de Mme Gweneth Gowanlock
1001 - 44, avenue Emmerson
Ottawa, (Ontario), K1Y 2L8
Tél. : 613-728-1442
Courriel : Tweetzero@aol.com

Le prix 2008

Le lauréat ou la lauréate du Prix Weiler de 2008 sera honoré au cours de la réception de la Conférence nationale du travail social de 2008, coparrainée par l'Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux et l'Association canadienne des écoles de service social. Votre hôte sera l'Association des travailleuses et travailleurs sociaux de l'Ontario. La réception aura lieu le samedi 24 mai 2008 à Toronto, en Ontario.

Alphabétisation en milieu de travail

L'absence d'une stratégie nationale sur l'alphabétisation en milieu de travail a mené à un ensemble d'approches disparates qui portent un grand nombre d'employeurs canadiens à rechercher du leadership et des directives, selon une série de rapports publiés récemment et accessibles sur le site Web du Conseil canadien de développement social à www.ccsd.ca/pubs/2007/literacy).

Literacy Programs in the Workplace: How to Increase Employer Support [Programmes d'alphabétisation en milieu de travail : Comment augmenter l'appui des employeurs] constate que les employeurs considèrent le milieu de travail comme étant un des lieux privilégiés pour offrir des programmes d'alphabétisation, mais ils ne savent pas où trouver les outils, les ressources ou le financement disponibles.

« Bien que certains programmes d'alphabétisation soient offerts en milieu de travail partout au pays, trop peu d'employeurs ont investi dans l'alphabétisation en milieu de travail en l'absence de mesures incitatives ou de programmes fédéraux », déclare Lynette Plett, l'auteure du rapport.

Selon les résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes en 2003, 45 % des Canadiens occupant un emploi avaient un niveau de rendement au-dessous du minimum requis pour « faire face aux exigences de la vie et du travail de tous les jours dans une société complexe et avancée ».

« Étant donné les récentes coupures imposées aux organisations œuvrant dans ce domaine, rien n'indique que ces chiffres se sont améliorés », déclare Katherine Scott, vice-présidente de la recherche au CCDS. « Pourtant l'alphabétisation est un élément essentiel au maintien d'une économie forte et de niveaux de productivité concurrentiels. »

Le rapport recommande que le gouvernement fédéral convoque des partenaires clés pour élaborer un plan d'action cohérent sur d'alphabétisation en milieu de travail. Ils comprendraient des intervenants des gouvernements provinciaux et territoriaux, des employeurs, des groupes de travailleurs et des prestataires de programmes d'éducation et de formation des adultes. Le Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées de la Chambre des communes a formulé une recommandation similaire en 2003.

En avril 2006, le gouvernement fédéral a créé le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation, et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes, qu'on a décrit comme étant une des principales composantes des efforts du gouvernement visant à appuyer l'éducation, l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles des adultes qui sont axés sur l'amélioration des mesures de la capacité et des résultats. Or, une visite récente au site Web du programme dévoile qu'aucune décision au sujet des politiques et des programmes n'a été rendue publique. De plus, un rapport de 2006 des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques indique que la formation liée à l'emploi est moins répandue au Canada que dans d'autres pays.

> **« Il est encore plus troublant de constater que sans doute plus de 30 % de la main-d'œuvre qui a des problèmes d'alphabétisation ne reçoit pas de formation. Il semble élémentaire que l'établissement de partenariats avec les employeurs permettrait de combler cette lacune flagrante de notre stratégie industrielle. »**

« Cette situation dans le domaine de la compétitivité est plutôt inquiétante pour un pays comme le Canada qui aspire à un rendement fort », déclare Mme Plett, professeure au département des théories et des études politiques à l'*Ontario Institute for Studies in Education* de l'université de Toronto. « Il est encore plus troublant de constater que sans doute plus de 30 % de la main-d'œuvre qui a des problèmes d'alphabétisation ne reçoit pas de formation. Il semble élémentaire

que l'établissement de partenariats avec les employeurs permettrait de combler cette lacune flagrante de notre stratégie industrielle. »

En se fondant sur des entrevues menées auprès de certains employeurs en Ontario, en Nouvelle-Écosse et au Québec, le rapport donne un aperçu des services qui pourraient augmenter le nombre de milieux de travail où on serait disposé à investir dans des programmes d'alphabétisation.

« Ce serait logique d'avoir un bureau central où les employeurs éventuels pourraient trouver des ressources concernant les programmes disponibles dans leur secteur », déclare Mme Plett. « Il s'agirait parfois simplement de fournir un service tel qu'un numéro de téléphone sans frais pour les diriger vers les fournisseurs appropriés de services d'alphabétisation en milieu de travail. Il faut également appuyer les employeurs dans l'élaboration d'un programme pour leur milieu de travail, et les aider ensuite à le mettre en application et à l'évaluer. »

La série sur l'alphabétisation en milieu de travail comprend des documents de travail offrant :

- un aperçu des programmes choisis sur la scène internationale,
- un aperçu des politiques provinciales et territoriales,
- un examen et une bibliographie des récents ouvrages canadiens sur ce sujet.

Vous voulez en savoir davantage?

- La série sur l'alphabétisation en milieu de travail se trouve à www.ccsd.ca/pubs/2007/literacy
- Le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation, et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes (PAAACEA) du gouvernement fédéral se trouve à www.rhdsc.gc.ca/fr/pip/daa/bta/PAAACEA.shtml
- Le site Web du Conference Board du Canada comprend une section utile sur l'alphabétisation en milieu de travail à www.conferenceboard.ca/workplaceliteracy

Les petites villes comptent

Suite de la page 17

arrestations effectuées par la GRC lors d'une descente massive contre le commerce du sexe, la municipalité a instauré une « zone rouge » qui interdit à certains individus de retourner dans certains quartiers de la ville.

Une recherche effectuée par Lorry-Ann Austin et Anna Johnson (deux étudiantes recherchistes en service social) révèle que non seulement les petites villes sont distinctes des grandes villes, mais que leurs approches envers les questions de développement social sont également distinctes. À William Lake en Colombie-Britannique, par exemple, des groupes de femmes sont « à la table » et participent activement aux initiatives du conseil municipal local afin d'améliorer la sécurité des femmes. Par contre, les groupes de femmes et le conseil municipal de Kamloops ont une relation plus litigieuse; il en résulte que les réactions très punitives au commerce local du sexe sont plus évidentes dans cette ville que les approches innovatrices développées avec des partenaires communautaires.

Dans les petites villes, les défis sociaux semblent également prendre une forme différente. Par exemple, le problème des jeunes sans-abri est moins visible dans les petites villes parce que les jeunes utilisent d'autres stratégies pour survivre. Ils « naviguent » plutôt entre les « fauteuils » d'amis ou de connaissances plutôt que de dormir dans un parc, sous un pont ou dans un refuge. Cette situation peut rendre le problème « invisible » dans de petites communautés et illustre la nécessité d'entreprendre davantage de recherches et de discussions au sujet des défis uniques auxquels font face les petites villes au Canada.

Si les partis politiques, les chercheurs et les gouvernements sont vraiment intéressés à la « politique urbaine », il est temps de distinguer les petites villes des grandes, parce que les petites villes aujourd'hui présentent des dynamiques politiques et des défis sociaux qui sont uniques.

Le professeur Larry Kading, Ph.D., enseigne la science politique et le professeur Christopher Walmsley, Ph.D., enseigne le travail social à la Thompson Rivers University à Kamloops (Colombie-Britannique). Ils sont membres du projet CRSF-ARUC qui s'intitule « Mapping the Cultural Future of Small Cities ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce projet, visitez www.smallcities.ca.

Données sur la pauvreté urbaine

La pauvreté n'est pas uniquement une question de chiffres.
Elle est une dure réalité de la vie quotidienne de millions de Canadiens et Canadiennes.

Le Projet sur la pauvreté urbaine (PPU) 2007 du CCDS consiste en une série de rapports d'analyse exhaustive, d'outils de ressource et de profils de données servant à offrir une perspective étendue des différents aspects de la pauvreté urbaine au Canada en utilisant des données détaillées des recensements de Statistique Canada et d'autres ressources. Les rapports de cette série du PPU portent une attention spéciale sur l'état de certains groupements de population particulièrement vulnérables à la pauvreté, alors que d'autres examinent la concentration de la pauvreté.

« La pauvreté au Canada demeure disproportionnellement un problème urbain », déclare Gail Fawcett, recherchiste en chef de ce projet. « De plus, quant à la lutte contre la pauvreté, les années 1990 ont été une décennie perdue. »

En 2000, 80 % de la population du Canada vivait en milieu urbain et 64,4 % vivait dans une des 27 grandes zones urbaines ou régions métropolitaines de recensement (RMR); par contre, 69,7 % de la population des *pauvres* au Canada vivaient dans les RMR. En fait, le nombre de pauvres vivant dans des RMR a augmenté à un rythme plus élevé que la population totale dans ces régions.

« Ce genre d'analyse est un outil nous permettant de suivre l'impact que les changements dans les programmes et les politiques exercent sur la vie des Canadiens et Canadiennes », déclare Katherine Scott, vice-présidente de recherche au CCDS. « Quand on examine la recherche, il devient évident que des améliorations de la conjoncture économique ne peuvent à elles seules résoudre le problème de la pauvreté. Ce message est renforcé par les connaissances et les expériences de nos partenaires locaux dans des villes telles que Montréal et Calgary. »

Les outils de ressources développés dans le cadre du Projet sur la pauvreté urbaine offrent une mine de données – du niveau national au niveau communautaire – et peuvent être téléchargés du site Web du CCDS (à www.ccsd.ca/francais/pubs/2007ppu/). Parmi les outils de ressource se trouvent les profils de 111 collectivités, les tableaux de données sur la pauvreté de 106 régions géographiques, trois fiches d'information éclair et plus de 350 pages d'analyses selon différentes dimensions ou différents thèmes.

Prochaines étapes

La prochaine étape du travail du CCDS sur les questions de pauvreté urbaine s'effectuera dans le cadre de sa Stratégie d'accès communautaire aux statistiques sociales.

« Les gouvernements locaux et les organismes communautaires sont devenus les principaux pourvoyeurs des activités sociales, économiques et communautaires », déclare le président du CCDS Marcel Lauzière. « Nous avons vu cette tendance émerger en 2001. Et nous avons réalisé qu'avec ce virage dans les responsabilités, les gouvernements locaux et les organismes communautaires auraient besoin d'avoir accès à des données correspondant mieux aux frontières de leurs zones de service. »

Afin de répondre à ce besoin, la Stratégie d'accès communautaire aux statistiques sociales (SACASS) a été créée. Il s'agit d'un réseau pancanadien de 15 consortiums locaux comprenant des municipalités, des conseils de planification sociale, des organismes de santé et de services sociaux, des conseil scolaires, des services de police et d'autres organisations communautaires travaillant sur le terrain dans le domaine du développement social.

« Ce genre de partenariat favorise et améliore l'accès à des données pertinentes et détaillées par des organisations oeuvrant à la réduction de la pauvreté dans leur communauté », explique M. Lauzière. « Il appuie également les activités qui aident à ces ressources et à ces renseignements d'avoir un effet multiplicateur menant à de nouvelles initiatives locales de réduction de la pauvreté tout en surveillant de près les politiques et les programmes provinciaux et fédéraux. »

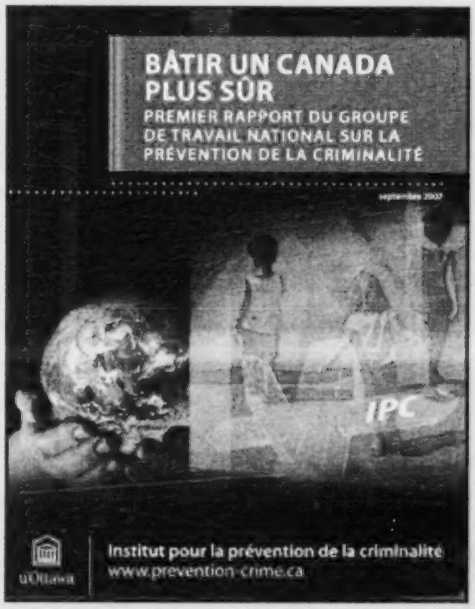
Vous voulez en savoir plus?

- Les ressources de la série sur la pauvreté urbaine 2007 peuvent être téléchargées du site Web du CCDS à www.ccsd.ca/francais/pubs/2007/ppu
- Consultez également les tableaux de données sur la pauvreté à www.ccsd.ca/francais/pubs/2007/ppu/pdt/index.htm

Nouvelle ressource :

Bâtir un Canada plus sûr, Premier rapport du groupe de travail national sur la prévention de la criminalité, une coalition comprenant l'Association canadienne des chefs de police, la Fédération canadienne des municipalités, l'Institut pour la prévention de la criminalité de l'Université d'Ottawa et un grand nombre d'organisations du secteur bénévole, dont le CCDS :

- offre un aperçu de la criminalité et de la victimisation au Canada, de même que de certains risques et facteurs de protection associés aux infractions et aux victimes.
- souligne les approches et les pratiques qui se sont avérées propices à aider à réduire ou prévenir les crimes,
- présente des recommandations sur la façon d'établir un plan d'action fondé sur les résultats.



Vous pouvez télécharger le rapport à partir de http://www.socialsciences.uottawa.ca/ipc/fra/groupe_nat_travail.asp ou obtenir une version imprimée en envoyant un courriel à ipc@uottawa.ca .

Les enfants et les jeunes :

L'histoire de l'avenir en Amérique du Nord

Il y a eu des protestations et des critiques lorsque le Premier Ministre Harper a été l'hôte du président mexicain Felipe Calderon et du président américain George W. Bush lors d'une réunion à Montebello, Québec, au mois d'août. Un grand nombre de personnes craignent que le programme du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) ne menace notre souveraineté nationale.

Il s'agit d'une question qui mérite d'être débattue.

Mais des questions de développement social tout aussi sérieuses ont été presque complètement ignorées.

Lors de sa création en 2005, le PSP se veut « un effort trilatéral visant à améliorer la sécurité, la prospérité et la qualité de vie de nos citoyens et de nos citoyennes ». Par contre, son travail récent révèle une omission flagrante, omission qui soulève des questions concernant la capacité de ce groupe d'être stratégique ou visionnaire.

Les enfants de moins de 18 ans constituent le quart des habitants de l'Amérique du Nord. La façon dont ils grandissent et se développent n'est pas importante seulement pour leurs parents, elle est une préoccupation fondamentale également par rapport au maintien de la vigueur des trois pays. Si nos leaders et leurs représentants ont l'intention de promouvoir le « plein potentiel » de nos peuples – comme ils se sont engagés à le faire – comment peuvent-ils continuer à ignorer des enjeux pertinents pour plus de 120 millions de leurs concitoyens?

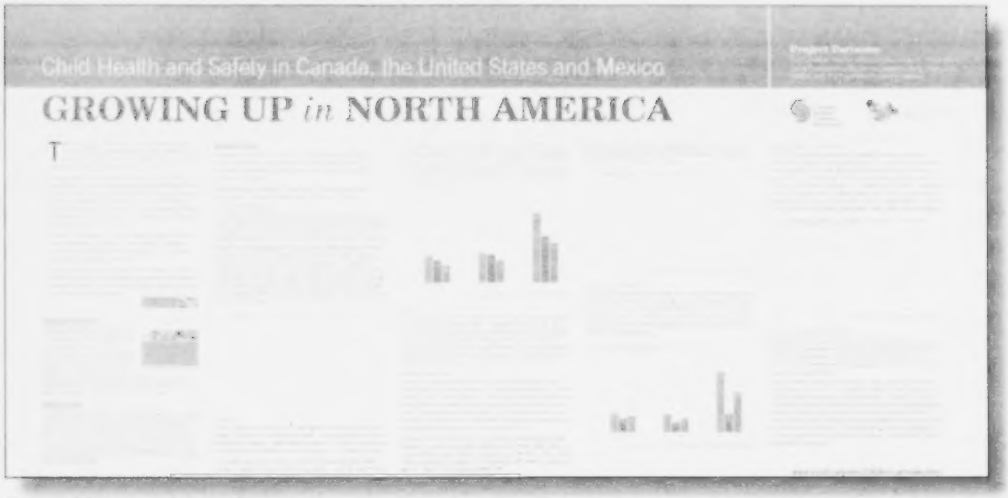
Cette omission préoccupe tout particulièrement le Conseil canadien de développement social (CCDS). Depuis trois ans, le CCDS travaille avec la Annie E. Casey Foundation et le Population Research Bureau des États-Unis et avec Red pos los Derechos de la Infancia du Mexique pour développer des outils et des ressources permettant d'évaluer la situation des enfants en Amérique du Nord dans le contexte d'un monde de plus en plus interdépendant.

Les principaux buts de ce projet consistent à favoriser la recherche et la collaboration trinationales et de « monter la barre » de l'utilisation rigoureuse du contrôle et du suivi du bien-être des enfants nord-américains afin d'améliorer les prises de décisions.

Des faits sur la santé des enfants en Amérique du Nord :

- Le Canada, les États-Unis et le Mexique signalent tous des taux d'obésité de 26 % à 30 % chez les enfants.
- En seulement 20 ans, les taux d'asthme ont quadruplés dans certaines régions du continent.
- Les fonctionnaires de la santé des trois pays ont identifié la dépression comme un problème sérieux chez les jeunes et disent tous qu'il faut de meilleures données pour traiter adéquatement ce problème.
- Les enfants au Mexique courent plus de risques de mourir de leucémie que les enfants aux États-Unis ou au Canada.
- Plus de 21 000 Nord-américains de 15 à 24 ans sont morts des suites de blessures non intentionnelles en 2000, dont bon nombre était évitables.

Extrait de *La santé et la sécurité des enfants au Canada, aux États-Unis et au Mexique*, accessible en direct à http://www.ccsd.ca/pubs/2006/cina/trihealth_f.pdf.



Disponible en anglais seulement.

Cependant, malgré la taille de ce groupement de population – et de son importance évidente par rapport à la vigueur future du continent – les chercheurs des trois pays ont réalisé que des données comparables sur le bien-être des enfants souffrent de lacunes graves dans trop de domaines. Il y a également d'immenses lacunes dans nos connaissances du bien-être de certains groupes – les enfants autochtones et les enfants immigrants en particulier – qui font face à des risques plus élevés de marginalisation sociale et économique.

Jusqu'à présent, deux rapports de la série *Grandir en Amérique du Nord* ont été publiés. Ils examinent les réalités des jeunes en Amérique du Nord, de même que de nombreuses questions qui sont des préoccupations communes telles que l'augmentation des taux d'obésité et des troubles respiratoires chez les enfants des trois pays.

La recherche révèle également des paradoxes.

Au Canada et aux États-Unis, par exemple, un nombre important d'enfants vivent en ressentant de la faim, malgré les taux d'obésité. Au Mexique, un nombre croissant d'enfants souffrent d'obésité, mais la malnutrition et l'anémie demeurent des problèmes de santé importants.

Un rapport économique sera disponible plus tard cette année, dirigé par la recherchiste du CCDS Katherine Scott. Il révèle qu'il existe d'importantes disparités – au sein des pays et entre eux – en ce qui concerne l'accès qu'ont les enfants aux besoins fondamentaux de la vie et aux possibilités de perfectionnement dont ils ont besoin pour s'assurer qu'ils sont prêts à la vie dans un avenir de mondialisation. Par exemple, presque la moitié des familles mexicaines (44 %) signalent qu'elles n'ont pas assez d'argent pour acheter la nourriture ou les soins de santé au cours d'une année donnée, comparativement à 15 % des familles américaines et 10 % des familles canadiennes. Les enfants au Canada et aux États-Unis auront probablement accès à des ressources pédagogiques à la maison comparativement aux enfants du Mexique. La distribution inégale des possibilités n'est qu'une autre des caractéristiques de l'intégration régionale qui façonne la vie des enfants partout en Amérique du Nord.

Vous voulez en savoir plus?

Vous pouvez télécharger la série des rapports sur les enfants en Amérique du Nord à partir de www.ccsd.ca/pubs/2006/cina/index.htm et commander des exemplaires, pendant qu'il en reste, en communiquant avec perkins@ccsd.ca.

Êtes-vous membre du CCDS?

Sinon, c'est à considérer parce que vous recevrez des bénéfices avantageux, y compris des escomptes sur toutes nos publications et un abonnement gratuit à Perception.

LE CCDS TRAVAILLE POUR VOUS

Le CCDS est l'un des porte-parole les plus reconnus en matière de questions sociales au Canada. Depuis 1920, le Conseil s'est prononcé en faveur des besoins des enfants et des familles, des défavorisés et des pauvres, au moyen de sa recherche, de consultations, de sensibilisation publique et de défense des droits. Nos études et nos rapports de recherche fournissent des informations et des analyses rigoureuses, couvrant des thèmes comme la sécurité du revenu et la pauvreté, l'emploi et le marché du travail, la politique sociale, la diversité culturelle, la prévention du crime, et les personnes handicapées.

En vous joignant au CCDS, vous faites partie d'un solide réseau d'individus et d'organismes qui donnent leur soutien à la mission du Conseil de promouvoir une plus grande sécurité sociale et économique pour tous les Canadiens.

AVANTAGES INTÉRESSANTS

Vous avez le choix de devenir membre à titre particulier ou en tant qu'organisme, au niveau de services qui vous convient le mieux. Tous nos membres reçoivent :

- un abonnement à Perception, le périodique national du CCDS;
- des trousses d'information vous informant des activités du CCDS, des synthèses de nos plus récents rapports et de nos dernières publications.
- un escompte de 15% sur toutes les publications du CCDS;
- et plus.....

❒ Oui! J'aimerais devenir membre du CCDS aujourd'hui et donner mon soutien à sa recherche et ses publications de qualité. (Veuillez consultez notre site Internet ou appeler notre bureau pour de plus amples détails et options de tarifs).

Veuillez trouver ci-joint ma cotisation d'adhésion:

❒ 25 $ Étudiant
❒ 55 $ Troisième âge
❒ 65 $ Membre individuel
❒ 100 $ Organisme membre
❒ 100 $ Membre individuel + Services complémentaires
❒ 250 $ Organisme membre de parrainage
❒ 500 $ Organisme membre de soutien
❒ Autre _____ $

Je désire aussi faire un don de :

❒ 35 $ ❒ 100 $
❒ 50 $ ❒ Autre _____$

TOTAL (adhésion + don)_____$

Paiement :

❒ Chèque à l'ordre du CCDS ci-joint
OU
❒ paiement par carte de crédit :
❒ MasterCard ❒ Visa

N° de carte : _____

Date d'expiration : _____

Signature : _____

Options de reçu :

❒ Reçu déductible d'impôts requis
❒ Reçu standard, non déductible est suffisant
❒ Aucun reçu nécessaire

Nom : _____ Organisme : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Téléphone : _____ Fax : _____ Courriel : _____

CCDS • 190, rue O'Connor, Bureau 100, Ottawa ON K2P 2R3
Tél. : (613) 236-8977 • Fax : (613) 236-2750 • www.ccsd.ca
Courriel : membership@ccsd.ca